

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 2 JUIN 1978 — N° 710

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

BREJNEV ET SA HACHE DE GUERRE

«Notre vœu sincère est d'enterrer la hache de guerre si profondément que plus aucune force sinistre ne puisse la déterrer» a lancé Brejnev à Prague. Que ne fait-il évacuer ses chars de Tchécoslovaquie ! Là c'est bien lui, seul, qui a déterré la hache, c'est bien lui qui l'agite avec fureur en brandissant la menace nucléaire à l'égard de l'Europe, c'est bien lui qui l'agite en expédiant des dizaines de milliers de mercenaires en Afrique.

Réponse aux mesures prises au cours de la réunion de l'OTAN ces derniers jours, pour la consolidation du contrôle US sur l'Europe et à la menace américaine de suivre les Soviétiques dans leur intervention en Afrique, la nouvelle protestation de paix de Brejnev est en réalité une menace de monter d'un cran dans l'escalade si les USA mettent en pratique leurs projets.

Les préparatifs de guerre de Brejnev et Carter sont ainsi de plus en plus évidents. Il faut les dénoncer clairement pour faire reculer les menaces de guerre que fait peser la rivalité des deux super-puissances.

GREVES A RENAULT

Flins

les presses toujours occupées, débrayage général jeudi.

Cléon

grève de 24 heures reconductible

Dieppe

15^e jour d'occupation d'un atelier

Les travailleurs de la Régie sont passés à l'action, prenant ainsi la tête de la série de luttes engagées depuis un mois.

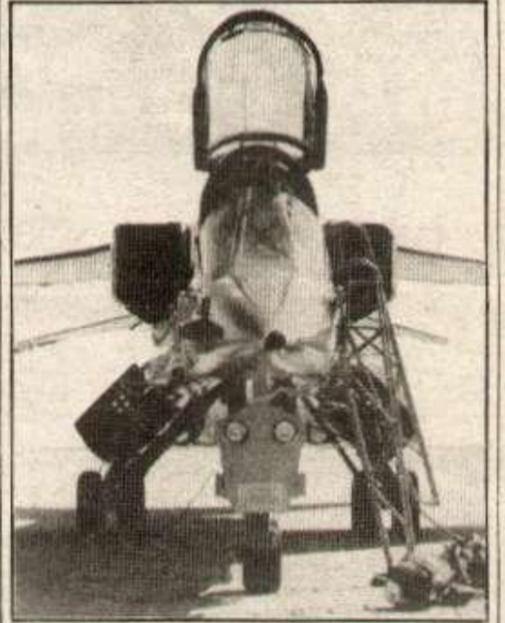
La période d'attente aura été de courte durée et la proximité des vacances ne semble pas constituer un obstacle majeur pour les travailleurs mobilisés. C'est que la colère est grande ; la combativité et la solidarité active avec les grévistes en témoignent.

A la Régie, c'est particulièrement le cas : à Cléon, ils sont en 24 heures reconductibles. A Flins, ils débrayaient par poste toute la journée alors que l'atelier des presses est toujours occupé par les grévistes. A Dieppe, ils occupent un secteur depuis plus de deux semaines. Certes, on ne peut parler pour le moment de raz-darmerie. Mais des conditions sont réunies pour un mouvement de plus grande ampleur sur l'ensemble de la Régie.

Visiblement, ce renouveau de luttes semble poser quelques problèmes à certains dirigeants syndicaux. Ceux de Cléon ont réussi de justesse à empêcher l'occupation par exemple. Mais aujourd'hui on ne raisonne plus comme avant. Les travailleurs ne veulent plus se laisser déposséder de leurs luttes. Témoins, ceux de Nantes qui mercredi après-midi refusaient de défilier derrière les permanents de l'UL CGT.

Sans attendre plus longtemps d'hypothétiques résultats de palabres qui se poursuivent entre Ceyrac, Maire, Séguy et les autres, les travailleurs de la Régie se portent aux avant-postes de la lutte. Ils nous montrent la voie.

TCHAD : UN NOUVEAU JAGUAR ABATTU



10 Jaguar comme celui-ci interviennent au Tchad

Un jaguar français a été abattu par les troupes du Frolinat au cours de la bataille d'Ati dans le nord du pays. L'ampleur de l'engagement français est ainsi confirmée: 10 avions jaguar ont été détachés des forces aériennes tactiques de l'Est de la France pour plusieurs mois ; le corps expéditionnaire français s'élève actuellement à un millier d'hommes.

Nantes : directions syndicales contestées

Plusieurs centaines de travailleurs nantais ont participé à une manifestation rassemblant les entreprises en lutte : LMT, Warin et Guillouard. La détermination et la combativité étaient fortes, bien que les Unions Locales aient tout fait pour saboter cette journée. Mal leur en a pris : au premier embranchement, le cortège «larguait» les cinq permanents CGT.

(Lire en page 5)

Congé maternité : + deux semaines

Dans son programme de Blois, Barre avait promis que le congé maternité serait rallongé de trois mois. Un petit pas vient d'être fait : Simone Veil a présenté un projet de loi proposant une «rallonge» de deux semaines. Derrière un projet alléchant malgré ses limites, c'est aussi une certaine idée de la famille qui se profile...

(Lire en page 6)

Meeting de solidarité avec l'opposition démocratique en RDA

Au cours du meeting de solidarité avec l'opposition démocratique en RDA, de nombreux opposants est-allemands ont dénoncé le régime de répression en Allemagne de l'Est. Une ancienne victime du nazisme décrit les conditions des prisonniers politiques : «Une torture qui vise à détruire toute la personnalité du prisonnier.»

(Lire en page 2)

COBA



Succès de la manifestation parisienne contre le Mondial des militaires

(Lire en page 8)



MAI 68 au jour
le jour

Dimanche 2 juin 1968

En ce week-end de Pentecôte, le gouvernement a voulu remporter une victoire «psychologique» : l'essence réapparaît dans les stations services, et la radio s'étend longuement sur les embouteillages aux alentours des grandes villes.

Elle est beaucoup plus discrète sur la poursuite et les durcissements de la grève : malgré des reprises (depuis le 30) en Alsace, dans la sidérurgie lorraine, et dans le textile du Nord, le nombre de grévistes frôle toujours les 8 millions.

On attend l'issue des «grandes négociations» en cours dans les différents ministères, qui dureront toute la journée, toute la nuit, prenant l'allure d'un véritable marathon. Dans la plupart des cas, c'est l'impasse, les syndicats exigeant beaucoup plus que ce que veut lâcher le gouvernement.

- Dans la Fonction Publique, elles se terminent par un «projet de relevé de conclusion» (qui doit être soumis aux grévistes). Le texte prévoit des augmentations de salaires variant entre 9 et 20 %.

- Dans les PTT, début des négociations à 16 h.

- A la Sécurité Sociale, un «constat de proposition prévoit une majoration de 6 % des salaires.

- A la SNCF, on est au bord de la rupture.

- A la RATP, un premier «constat» est signé à l'aube : il est immédiatement refusé par les grévistes.

- A l'ORTF, interruption des négociations. L'inter-syndicale communique «qu'elle ne cautionne plus le journal télévisé de 20 h qui est assuré exclusivement par des journalistes non grévistes».

- A Nanterre, les étudiants ouvrent les portes de la faculté à la population. Des discussions sont organisées ainsi que des séances gratuites de cinéma.

POLITIQUE

LIBERATION DES PRIX : QUELLES AUGMENTATIONS ?

Après l'augmentation des prix des services publics, c'est dans l'ensemble de l'industrie que va se déchaîner la liberté des prix. Ces mesures, présentées par le gouvernement comme «irréversibles» sont chaudement approuvées par les patrons des grandes entreprises.

L'objectif avoué est de permettre aux entreprises d'accroître leur marge bénéficiaire, puisqu'elles ne seront plus tenues par la réglementation précédemment en vigueur. L'effet sur l'indice des prix sera évidemment de le réviser en hausse. Mais pour évaluer ces mesures, les prix ne seront pas immédiatement libérés dans tous les secteurs ; dans une première étape, au 1^{er} juin, certaines branches sont déjà concernées. Pour les autres, l'autorisation en sera donnée aux chefs d'entreprises par une note directement communiquée aux entreprises concernées, le plus discrètement possible. En tout cas, le gouvernement ne se hasarde plus à faire de pronostics pour

la hausse des prix : si on a susurré l'idée d'une hausse pour l'année, de l'ordre de 12 % (chiffres en termes d'indice officiel), on fait bien comprendre que rien n'est sûr et que l'indice pourrait bien être supérieur...

Cette libération des prix ne sera d'aucune aide aux «canards boiteux», qui sont déjà mal situés dans la concurrence internationale et n'auraient rien à gagner à augmenter leurs prix. Pour les entreprises compétitives, cela signifiera un accroissement des marges bénéficiaires. En effet, la compétitivité des entreprises ne se mesure plus uniquement, comme à l'époque du capitalisme libéral, aux plus faibles prix de ventes, mais aussi à la

capacité technologique de répondre à la demande de produits d'équipements - en particulier de la part des pays du Tiers-Monde. Les entreprises qui auront réussi à tenir ce pari pourront se permettre une augmentation des prix sans perdre leurs clients et on peut envisager qu'elles ne s'en priveront pas.

A tel point que si Monory déclare quand on l'interroge sur ses pronostics : «Je ne fais pas de pronostics chiffrés», le RPR lui-même, dans la *Lettre de la Nation*, fait remarquer que si l'on poursuit dans la voie actuelle, on s'oriente pour l'année vers une hausse de 19,5 % !

CE QUI EST «LIBÉRÉ» A PARTIR DU 1^{er} JUIN

- Les véhicules utilitaires, remorques, semi-remorques, matériel ferroviaire roulant
- Les machines outils
- L'horlogerie
- Les armes
- Les conserves (lait, légumes, champignons, fruits)
- Les biscottes
- Matériel de maintenance
- Les pneus (et le caout-

- chouc en général)
 - Les produits de tannerie
 - Le matériel électrique et radio-électrique
- On peut remarquer qu'il s'agit soit de secteurs très fortement soumis à la concurrence internationale (pneus, matériel électrique etc) soit de secteurs dont les prix ne devraient pas connaître de flambée dans l'immédiat (biscottes matériel ferroviaire...)

Paris : Meeting de solidarité avec l'opposition démocratique en RDA

Mercredi soir s'est déroulé à la Mutualité de Paris un meeting de soutien aux prisonniers politiques en RDA.

Ce meeting organisé par le «Comité Biermann» à Paris et le Comité «Socialisme et Liberté» de Berlin-Ouest, a rencontré un vif intérêt auprès des spectateurs, venus nombreux à cette manifestation.

Si Rolf Biermann, chanteur est-allemand expulsé de RDA et déchu de sa nationalité en novembre 1976, n'a pas pu venir à Paris à cause d'une maladie, d'autres dissidents, expulsés comme lui, sont venus témoigner de la suppression des libertés et de la répression qui règne dans l'Allemagne de Honecker. Tel est le cas des chanteurs Gerulf Pannach, Christian Kuhnert et Michael Sallmann qui, dans la première partie de la soirée, ont fait entendre leurs chansons de contestation. En effet, Kuhnert et Michael Sallmann qui, dans la première partie de la soirée, ont fait entendre leurs chansons de contestation, ont été expulsés de RDA après avoir été emprisonnés pour s'être solidarisés avec Rolf Biermann, après avoir été soumis à un chantage de genre : «Ou bien vous restez et vous allez être condamnés à 10 ans de prison, ou vous allez à l'Ouest», chantage qu'ils avaient refusé d'accepter.

Après quelques chansons chantées par Colette Magny, la deuxième partie de la soirée consacrée au

soutien des prisonniers politiques fut ouverte.

Jean-Pierre Hammer, traducteur français de Biermann, présenta d'abord le cas de Robert Havemann, soulignant que la répression qui s'exerce contre ce savant et philosophe connu ne date pas d'aujourd'hui. Dans les années 60 déjà Havemann se trouvait en désaccord avec les dirigeants est-allemands ; en 1964 il fut exclu du parti communiste SED. Depuis ce temps, il lui est interdit d'exercer un métier et d'enseigner. Havemann est surveillé jour et nuit par les services de sécurité est-allemands, il ne peut pas sortir de sa maison sans être suivi par les voitures du «Stasi» (services secrets est-allemands), il n'a pas le droit de recevoir ses amis et encore moins des journalistes étrangers. Cependant, Havemann continue de dénoncer et de s'opposer à ce régime qu'il qualifie de «socialisme pervers opprimant ceux dont il s'affirme le porte-parole».

Ensuite Jürgen Fuchs, écrivain expulsé de RDA en 1977 après plusieurs mois d'emprisonnement, a fait lecture de quelques-uns de ses poèmes devant témoigner, selon lui, avant tout du fait «que quelque chose s'est mis en mouvement en RDA, quelque chose que l'on ne pourra plus arrêter».

Dans l'intervention suivante, Albert Mainz a fait appel à la solidarité internationale pour soutenir ses fils Rolf et Klaus emprisonnés en RDA. Les deux fils

d'Albert Mainz (communiste depuis 1929, prisonnier dans les camps de concentration hitlériens dès le début du fascisme, et qui s'est investi de toutes ses forces dans l'édification du socialisme en RDA pour la quitter en 1960 lorsqu'il devait reconnaître qu'il ne lui restait aucune possibilité d'influer sur la ligne du SED), ont été condamnés à 4 et 4 ans et demi de réclusion criminelle pour «diffamation de l'Etat» : les deux frères s'étaient adressés à des journaux ouest-allemands pour faire état de l'interdiction professionnelle qui frappe Rolf Mainz, et de l'interdiction de quitter leur pays. Un deuxième procès fut intenté contre Rolf Mainz qui, lors de l'ouverture de la conférence de Belgrade, avait entamé une grève de la faim ; il fut condamné à 5 ans de prison (donc 9 ans en tout). Albert Mainz nous a décrit en outre les conditions de détention de ses fils : détention au cachot pendant plus de trois semaines, détention à isolement dans un caveau où une cage de fer est installée, toutes sortes de brimades, impossibilité pour Rolf Mainz, gravement malade, de voir un médecin, etc... «Voilà bien une forme de torture» a souligné Albert Mainz, «et une torture qui vise à détruire toute la personnalité du prisonnier».

Un film sur le dissident Rudolf Bahro, emprisonné lui aussi dans les prisons de Honecker, est venu clore cette partie de la soirée. Peu avant la publi-

cation de son livre «L'Alternative» dans une maison d'édition ouest-allemande, Bahro fut arrêté sous l'accusation d'«espionnage», charge pour laquelle il risque 20 ans de prison, si ce n'est la réclusion à perpétuité.

Dans son livre, Bahro a voulu démontrer notamment comment le socialisme, tel qu'il existe dans les pays de l'Est, n'est en fait rien d'autre qu'un centralisme bureaucratique où toute décision importante est prise centralement, en excluant ceux qui sont concernés en premier lieu : les travailleurs et les masses populaires.

Les organisateurs ont rappelé ensuite que le nombre des prisonniers politiques en RDA ne se limite aucunement aux «cas connus» dont font partie ceux qui, une fois, ont demandé de quitter le pays, qui ont fait appel aux Droits de l'Homme, possèdent des livres ou disques interdits, se sont solidarisés avec Biermann, etc..

La soirée s'est terminée sur des chansons chantées par Kuhnert, Pannach, Sallmann et le chanteur français Kirjuhel, chansons dénonçant la répression en RDA (sans oublier d'ailleurs l'odieuse collaboration entre les deux Etats allemands, qui consiste en un rachat de prisonniers politiques est-allemands contre des devises ouest-allemandes) et traduisant des aspirations à une autre société socialiste, libre et démocratique.



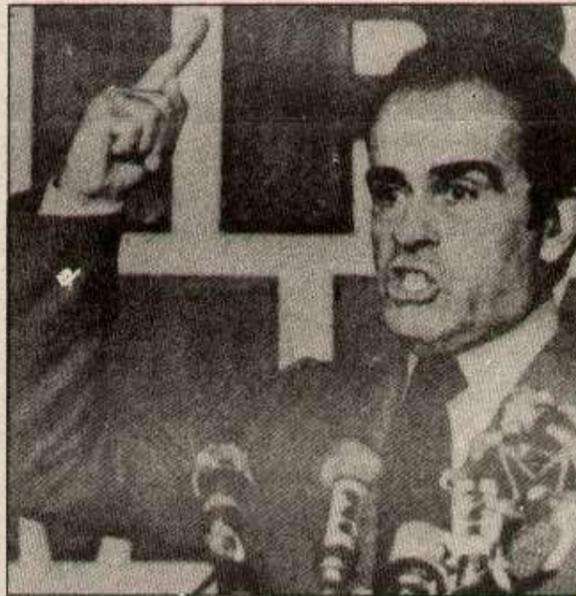
COMMENT LE PCF FABRIQUE DE FAUX PROCES

● Depuis le début de la semaine, un cran a été franchi par la direction du PCF dans sa lutte contre les oppositionnels. Le ton n'est pas à la discussion, il n'est plus à la persuasion. Il est directement à l'anathème et à la dénonciation. Tour à Tour, Leroy dans *L'Humanité* de lundi, Marchais à TF1 lundi aussi, et Plissonnier dans *L'Humanité* de mercredi ont donné le signal de l'offensive.

Le PCF se targue de démocratie. Les procédés employés contre les oppositionnels par la direction indiquent avec éclat de quelle démocratie il s'agit. Comment s'y prend maintenant la direction pour introduire le procès des oppositionnels ? A la question de savoir s'il faut modifier l'équipe dirigeante du PCF, un oppositionnel, Michel Barak, répondait dans *l'Express* «probablement. Mais il est faux de nous accuser de partir en guerre contre la direction. Nous jugeons sur pièce». Marchais trafique cette réponse à TF 1, et en déduit que «leur objectif (celui des contestataires) est d'éliminer la direction du parti démocratiquement élue par notre 22^e Congrès». Barak est accusé de vouloir virer la direction. Troisième temps de l'opération : *L'Humanité* publie des lettres indignées envoyées par des militants, ou des cellules d'entreprises : le secrétaire de la section de Renault-Flins écrit : «Les communistes de Renault-Flins disent à Michel Barak et aux autres : ça suffit, vous feriez mieux de dépenser votre énergie à combattre ceux qui rêvent d'affaiblir le Parti, plutôt que de les aider (...) à remettre en cause ce qui a été démocratiquement décidé... c'est vouloir affaiblir notre combat». Un travailleur de Cazeneuve écrit quant à lui «sa stupeur et son étonnement en voyant l'extravagante prétention de Michel Barak à dire lui

seul s'il faut changer ou non la direction de notre Parti». Même son de cloche chez un militant de Billancourt «de quel droit Michel Barak s'attaque-t-il à ces hommes et à ces femmes communistes, élus à de hautes responsabilités parce qu'ils ont fait la preuve de leur fidélité à la classe ouvrière». Et pour boucler la boucle, un «intellectuel» du Val de Marne encense l'homme «attaqué» : s'adressant à Marchais, il écrit : «Il faut tout de même que ces hommes sachent que les communistes ne laisseront pas continuer ces attaques ignominieuses, contre toi, le BP et le CC, sans réagir (...) Je veux te redire toute ma confiance et ma satisfaction devant la rigueur intellectuelle et politique (...) l'ouverture et la richesse (...) du rapport que tu as présenté devant le CC».

Qu'est-ce donc que ces procédés, ceux que l'on voit en œuvre dans les pays de l'Est ou en URSS quand il s'agit de condamner les éléments «antisociaux» ? Le Goulag à Paris, il en est aussi question. Quand Raymond Jean, un autre contestataire du PCF, le seul — en 8 semaines — qui ait pu s'exprimer dans *L'Humanité* évoque le problème, voilà ce qui lui est répondu : «Pourquoi tout ce discours ? Pour réclamer le droit public au désaccord, que Raymond Jean s'est d'ailleurs attribué sans de-



mander l'autorisation. Et que *L'Humanité* lui a d'ailleurs accordé en publiant l'un de ses articles». Comme s'il suffisait aux oppositionnels de demander à passer un article dans la presse du PCF pour que celui-ci soit publié ! On reste confondu devant de telles mensonges grossiers.

Le but de la manœuvre est évident. La direction du PCF, après avoir œuvré à isoler les oppositionnels, axe sa propagande sur le dégoût qu'ils susciteraient chez les militants du PCF. Il s'agit de prouver que rejetés par tous, ils n'ont plus qu'à partir, d'une manière ou d'une autre. Il reste que les problèmes soulevés par ses oppositionnels, sont partagés par nombre de militants, et qu'à l'évidence la direction ne se débarrassera pas de ces problèmes aussi facilement. Aujourd'hui, les oppositionnels résistent, et l'affrontement avec la direction va connaître dans les prochains jours deux moments importants : d'a-

bord, la publication d'une nouvelle liste de signatures à «l'appel des 300», qui va devenir l'appel des 1 000 ; ensuite, la fête des JC, samedi et dimanche à Ivry : des cercles JC ont invité Althusser et Elleinstein à y participer. Catala, le secrétaire général du MJCF, s'y oppose : «Ni notre mouvement ni notre fête ne peuvent être utilisés par certains membres du parti qui mènent un combat ouvert contre la ligne du parti communiste et sa direction pour continuer le combat». Va-t-on faire une opposition du service d'ordre de la fête aux contestataires ? L'apparition de l'appel des 1 000, les procédés manipulatoires de *L'Humanité* contre les oppositionnels, l'empêchement de les laisser s'exprimer à la fête des JC, autant de faits qui montrent la fausseté des belles phrases sur la démocratie dont se gargarisent quotidiennement les Marchais et autres Plissonnier.

Nicolas DUVALLOIS

Le camarade Louis d'Aix en Provence nous a quittés

Vielli prématurément par les conditions de vie et de travail que le capitalisme impose aux familles populaires, le camarade Louis Rey nous a quittés lundi, à l'âge de 55 ans, dans la misère et la maladie. Confronté aux dures réalités de la vie, il avait choisi le combat contre le capitalisme et ses injustices. Ancien militant des comités Vietnam, ami de la Chine, il rejoignit notre Parti et participait à la vie du *Quotidien du Peuple* par son rôle de correspondant actif, avant que ses forces ne lui soient retirées par la maladie. Anti-raciste convaincu, il menait une lutte déterminée auprès des travailleurs immigrés pour l'amélioration de leurs conditions de vie, militant actif de la CNL, il participait aux luttes contre les expulsions.

Louis est mort, un camarade nous a quittés. Nous tenons à lui rendre hommage, et à nous associer à la douleur de sa famille.

Leroy veut assurer la pluralité de l'information!

Après l'élection «à la hussarde» de Bouzinac à la tête de l'AFP, en remplacement de Roussel «remercié», les protestations continuent d'affluer. L'Union des Syndicats de Journalistes, les sections syndicales de l'AFP ont exprimé leurs protestations contre la manière dont le gouvernement a procédé. On se souvient également qu'avant la nomination de Bouzinac, Beuve Mery, le fondateur du *Monde* avait démissionné pour protester également contre les procédés giscardiens. Leroy, directeur de *L'Humanité* qui a comme chacun sait une vocation à assurer une pluralité de l'information, réussit la performance de déclarer dans une lettre au président du Syndicat de la Presse Parisienne que par solidarité avec la démission de Beuve Mery, il se propose d'occuper le fauteuil démissionnaire.

Chaban inquiet

«Il ne faut pas que du côté de la majorité on se leurre sur l'importance de la victoire. Si les critiques et refus exprimés par une grande partie de la population ne sont pas pris en compte, le réveil sera cruel». Ces propos «menaçants» ont été tenus mardi par le nouveau président de l'Assemblée Nationale, Chaban devant le cercle de l'opinion.

Réunion animée au RPR

Cinq heures de réunion pour les députés RPR mardi. «Une réunion très libre et privée» comme le disaient les participants, ce qui est une manière de dire que la discussion y a été vive. Certains notamment se seraient plaints que le groupe parlementaire «n'est pas suffisamment le vecteur des conceptions politiques du RPR», et qu'il fallait que celui-ci se montre plus actif notamment par le dépôt de projet de loi sur la participation. De plus, il semble que certains députés tiennent à affirmer leur autonomie par rapport à Chirac : «Nous sommes des élus RPR et non pas des élus du RPR».

Cette grogne ne s'explique sans doute pas autrement que par le manque de perspectives du RPR. Ne se plaignent-ils pas que le peu d'idées qu'ils ont leur ont été volées par Giscard ?

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
 Profession
 Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

**Achetez
 Le Quotidien du Peuple
 chaque jour
 dans le même kiosque**

DES DIFFUSEURS DE L'HUMANITÉ FANTOMES

Depuis la fin des élections, la crise dans le PCF a pris la forme d'une véritable crise de militantisme. Pour faire le couvre feu à la contestation, la direction avait décidé de «relancer» l'activité par une vente exceptionnelle de *L'Humanité* pour populariser les propositions obscures de Fiterman. Nous avons fait le tour de la banlieue Nord de Paris pour discuter avec ces diffuseurs exceptionnels.

«Exceptionnelle», la diffusion ne l'était qu'en parole. De 6 h 15 à 7 h dans la banlieue Nord de

Paris nul diffuseur de *L'Humanité* visible en tout cas, dans les zones industrielles. Ni à Drancy, ni à Pantin, ni à Aubervilliers. Nous ne les apercevons que devant une seule entreprise de la Courneuve. Métro Porte de St Ouen nous engageons la discussion avec le diffuseur. Désabusé, il ne cache pas que la diffusion est bien moins bonne qu'elle n'a pu l'être dans d'autres occasions. Il met cela sur le compte de la combativité dans la classe ouvrière tout en reconnaissant qu'il y a bien des endroits où la lutte semble vouloir s'en-

gager. Cette page de propositions économiques n'a-t-elle pas pour fonction de détourner l'attention de la contestation interne au PCF ? «Je n'avais pas pensé à ça, c'est possible». Porte de la Chapelle trois autres militants dont le secrétaire de cellule du quartier admettent eux aussi sans peine qu'une des fonctions de l'opération *Humanité* c'est de mettre les opposants au pied du mur. Ils ne s'intéressent pas à ces propositions qui tombent manifestement à plat ? Ça montre bien qu'ils n'ont pas en tête les intérêts des travailleurs

mais la volonté de susciter des tendances et de saper l'unité du parti. Tel est le raisonnement qu'on va leur tenir. Lui aussi reconnaît, et j'ai pu le constater qu'il vend très peu. «Nous diffusons simultanément un tract sur ce qui se passe au conseil de Paris. Cela intéresse davantage les gens que la politique nationale».

Pas de doute, sur Paris, si on tient compte, de surcroît, du nombre de métros désertés par les diffuseurs : la campagne pour faire connaître les propositions de Fiterman aura été un échec.

LUTTES OUVRIERES

Zénith (Choisy le Roi)

L'occupation continue

● Une entrevue a eu lieu mercredi matin à huit heures entre les délégués et la direction. Le personnel principalement féminin attendait devant la porte de l'usine. Les femmes étaient assises sur des bancs devant la porte, manifestant ainsi leur volonté d'empêcher la reprise du travail par la maîtrise. Les revendications des grévistes sont: 90F d'augmentation pour tous (en mal), 45F en juillet sur les 90F qu'accorde la direction en septembre: en effet, la direction refusant de payer plus d'une journée et demi de grève, les grévistes veulent s'assurer que suffisamment d'argent rentrera avant septembre pour compenser les jours de grève non payés.

Suite à la reprise à Zenith Meulin (beaucoup de jeunes embauchés dernièrement rend la situation différente), la direction pensait que le travail reprendrait à Zenith Choisy, mercredi. Parmi les groupes de discussion, on pouvait entendre: «On est bon pour ramasser des miettes!», «13 jours de grève pour si peu ça ne vaut pas le coup!». Les délégués après avoir donné le compte rendu de l'entrevue, ont alors procédé au vote. Une majorité d'environ 2/3 des grévistes était pour la continuation de l'occupation. Ont été exclus du vote les non-grévistes, en particulier la maîtrise déjà prête à voter. (contre la continuation évidemment).

«Il faut donner la parole aux bas salaires. Comme toujours ce sont ceux qui n'ont pas d'enfants et qui ont deux salaires qui veulent reprendre le travail alors que ce sont eux justement qui ont la possibilité financière de poursuivre la grève». La maîtrise et la direction restées à la porte essayent d'influencer les femmes présentes, contestant le vote

et proposant le vote à bulletins secrets «le vote à bulletins secrets, on n'en veut pas!». Les manœuvres de la maîtrise pour rentrer dans l'usine ayant échoué, le patron propose une nouvelle entrevue. Finalement, il accorde une journée de grève payée en plus: il espère ainsi casser la grève avec des miettes en plus mais les ouvriers déjouent cette manœuvre. «Ce qui compte, c'est l'unité, il faut être solidaires. Ce que voudrait le patron c'est que seuls restent dehors les délégués mais ce qu'il faut c'est que la maîtrise seule rentre, ce sera la démonstration de notre force». Les délégués décident d'ouvrir les portes l'après-midi montrant ainsi la détermination des grévistes à continuer l'occupation. 13 h moins 6 minutes, on ouvre les chaînes qui ferment la porte d'entrée. 27 personnes rentrent dont 20 font partie de la maîtrise. Donc, les ouvrières ont décidé de ne pas reprendre le travail. Aussitôt de petits groupes s'en vont faire des collectes pour pouvoir mieux tenir financièrement. La suite de l'action se dessinera dans l'après-midi.

Beauvais :
291 licenciements chez
Massey-Ferguson

Dans un communiqué, la direction de Massey-Ferguson a annoncé 291 licenciements à l'usine de Beauvais: venant de la direction, c'est l'aboutissement de contre-performances commerciales. En effet, 56 % de la production de l'usine de Beauvais est exportée et cette année il y a eu des méventes importantes sur toute l'Afrique du Sud ce qui a entraîné une diminution des ventes de l'ordre de 30 %. Actuellement, dans toute l'usine de Beauvais, il y a un stock de 4 000 tracteurs. Déjà depuis plusieurs semaines, des réductions d'horaires avaient eu lieu: actuellement, les travailleurs en sont à 39 heures. Dans ce communiqué, qu'elle appelle un communiqué de précaution, la direction insiste sur le fait qu'il y a eu une hausse de capital, avec la permission de la maison mère, au Canada, et que malgré cette hausse de capital, elle a besoin de licencier du personnel! Ceci sans consulter le comité central d'entreprise à Paris. Et le comité d'entreprise local à Beauvais n'a pas été informé non plus, ce qui fait que les ouvriers ont appris la nouvelle par les journaux et la télé. La direction parisienne refuse tout commentaire supplémentaire par rapport à cette décision. A Beauvais, il règne un climat d'agitation, les syndicats prévoient, pour mercredi, un meeting ou une manifestation.

Corres. Beauvais

Strasbourg :
la semaine de lutte chez Reinier

GARDER L'INITIATIVE

● Les travailleurs de Reinier sont en grève et occupent leurs locaux depuis le 5 mai, avec leur section CGT. Reinier, c'est l'entreprise qui nettoie les wagons pour la SNCF et qui fait le sale boulot, à la gare de triage de Hansbergen. Il y a d'autres chantiers, à Marseille, à Mulhouse également en grève: les travailleurs, pour la plupart immigrés sont payés au SMIC avec un travail qui se fait aussi bien de nuit que le samedi et dimanche. Les conditions de travail sont difficiles à imaginer, le patron ne fournit ni gants, ni aucune protection alors qu'il fait nettoyer les bouteilles cassées, désinfecter les WC, le sol, avec des détergents toxiques et dangereux. Pour les cadences, on en

Jusqu'à maintenant, la grève a été relativement isolée, même chez les cheminots, l'UD-CGT se chargeant, selon elle, de populariser. Les travailleurs ne les ont pratiquement jamais vus à leur local. A part les militants UOP, ils n'ont eu comme visite qu'une délégation de cheminots CFDT. Après trois semaines de grève, la nécessité de prendre en main la popularisation s'est fait sentir. Les travailleurs commencent à voir que c'est sur leur propres forces et leurs initiatives qu'il leur faut compter et ne pas s'en remettre uniquement aux structures syndicales.

C'est ainsi que sur notre proposition, ils sont venus samedi 27 à la fête du CSFR (Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) à Schiltigheim après accord de celui-ci. Au cours de cette fête écologiste et populaire, les travailleurs de Reinier ont eu la parole, ont pu expliquer leur lutte et faire une collecte. Comme l'a dit le militant écologiste qui les présentait: «La lutte pour un meilleur cadre de vie passe par l'amélioration des conditions de travail et des salaires décent».

Dans la soirée, le même type d'intervention a eu lieu à une «Tenà» chilienne, soirée musicale et populaire, avec le même succès. Ces deux interven-



tions ont suscité l'enthousiasme chez les travailleurs de Reinier, leur ont montré concrètement qu'il est possible de vaincre l'isolement. Cela les a fait avancer dans l'idée que pour vaincre, il faut s'unir aux autres travailleurs: ils sont décidés à poursuivre avec nous dans cette voie.

NE PAS ATTENDRE
LA RÉPRESSION

Pendant ce temps, le patron ne reste pas inactif. Lundi à 18 heures, ils ont reçu la visite de deux huisseries, l'un pour Reinier, l'autre pour la SNCF, con-

voquant 37 d'entre eux au tribunal pour une requête d'heure à heure demandant l'expulsion du local occupé. Ils se sont rendus en masse au tribunal et y ont constaté ce qu'est la justice bourgeoise: mensonges, calomnies, mépris. Un responsable de l'UD CGT, évacué d'ailleurs de la salle ceux qui n'étaient pas cités (la majorité), en leur disant «C'est mieux comme ça, faites-moi confiance». En fin de compte, le juge ordonne mardi, l'évacuation du chantier par les grévistes, prenant en compte la requête de la SNCF. Les grévistes poursuivent cepen-

dant l'occupation alors que se précisent les menaces d'évacuation par la police. Au bout de quatre semaines de grève, on voit bien comment la passivité de l'UD CGT s'est traduite par l'isolement de la lutte risque bien de favoriser la répression patronale et policière. C'est à partir de cette situation que se poursuit le débat chez les ouvriers de Reinier entre la voie de l'attente passive et l'autre voie qui s'appuie principalement sur les initiatives des travailleurs eux-mêmes.

Corr. Strasbourg

CGT : pertes aux élections
professionnelles Michelin Thomson-CSF

«Les résultats que nous pouvons comptabiliser, aujourd'hui, montrent un léger tassement des voix de la CGT, très limité, puisqu'il est inférieur à 2 %...»

Nous notons d'ailleurs que dans les toutes dernières élections, ce tassement s'atténue, ce qui tendrait à montrer la meilleure compréhension des événements que nous venons de vivre. C'est ainsi que Michel Warcholak, secrétaire de la CGT à l'organisation, commente dans la Vie Ouvrière l'étude faite par la Confédération sur les résultats des élections professionnelles. Les quelques exemples qu'il ajoute à l'appui de ce «redresse-

ment» sont très optimistes: + 7,75 % à la Solmer, + 4,58 % à Renault Flins, + 4,58 % à l'entreprise industrielle de construction à Lyon, et 2,25 % chez le personnel de démonstration du Printemps Haussmann à Paris...

Ces 4 exemples sont les seuls donnés dans cet article! Rien sur toute une série d'élections importantes, qui montrent que le recul de la CGT persiste! Les derniers résultats sont d'ailleurs donnés par l'Humanité, que la direction CGT ne peut tout de même pas accuser de parti pris contre la CGT! Michelin (voir QdP 31 mai) - 5,7 % dans le collège

ouvrier; à la Thomson CSF de Bagneux: tous

collèges réunis, elle perd 2,73 %.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



NANTES

MANIFESTATION COMBATIVE DES USINES EN LUTTE

LES DIRECTIONS SYNDICALES ISOLÉES

LMT en lutte depuis neuf semaines, Warin en grève depuis 6 semaines, Guillouard en grève depuis quelques jours appelaient avec les Unions locales CFDT et CGT à ce rassemblement. Dès le début, les secrétaires CGT et CFDT des Unions locales se faisaient interpellés : « Pourquoi le rassemblement à 3 heures de l'après-midi et non pas à 18 heures comme d'habitude ? » En plus, aucune popularisation n'avait été faite dans les usines. Seuls quelques délégués syndicaux au courant le plus souvent par la presse, sont arrivés finalement à se déplacer. Malgré cela, c'est plusieurs centaines de travailleurs qui étaient présents.

« On ne peut pas nier la montée des luttes, des conflits éclatent de partout. Ils créent le rapport de force nécessaire pour qu'aient lieu les négociations nationales avec le patronat », devait déclarer le secrétaire CFDT dans son intervention.

C'est clair, pour l'Union locale CFDT, l'objectif n'est pas tant la victoire des travailleurs en lutte que de se présenter en meilleure position autour du tapis vert à Paris ! Pour l'Union locale CGT, il n'était même pas question du développement des luttes mais du rôle dominant de la CGT à la tête de celles-ci qui garantirait « des conflits responsables ». Ici comme ailleurs, la CGT perd des voix aux élections professionnelles.

« UNION ACTION DANS TOUTES LES ENTREPRISES »

« On fait un petit tour et on revient ». C'était la proposition de la CGT après le rassemblement. Les tra-

Plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté leur détermination mercredi, devant la chambre patronale. C'est la première intervention commune des entreprises en lutte à Nantes. Tout au long du cortège, la détermination et la combativité des travailleurs autour de LMT ont surpris les Unions locales CGT et CFDT qui ont tout fait pour saboter ce rassemblement. Cette manifestation était bien celle des travailleurs et non pas celle qu'auraient voulue les Unions locales !

vailleurs devaient lui démontrer que leur objectif était tout autre. Alors que LMT démarrait en tête, les Unions locales essayaient de se placer à l'avant, tant et si bien qu'au premier embranchement, le cortège empruntait une autre voie, laissant de côté les cinq permanents et leurs banderoles. (Ils avaient même oublié au début d'ôter le sigle « Force ouvrière » de la banderole !). Pour eux, c'est clair, cela

aurait dû être le traditionnel défilé...

A la dislocation que proposaient les Unions locales, seules ces dernières s'arrêteront... pour contempler l'ensemble du cortège qui continuait. « Union action dans toutes les entreprises » « LMT Warin, peuvent et doivent payer ».

Le cortège très déterminé parcourait encore longtemps les rues de Nantes devant un public de plus

en plus nombreux. C'est la voie de la lutte qu'affirmaient les travailleurs, c'est la voie des palabres à Matignon qu'affirmaient les Unions locales. Une première rencontre entre les entreprises en lutte a donc eu lieu : il faut la développer : c'était le sentiment de la majorité des travailleurs présents qui voyaient bien qu'ils ne pouvaient s'en remettre à leurs directions syndicales pour aller dans le sens de la convergence et du développement des luttes. Des contacts ont eu lieu entre les travailleurs des usines en lutte et d'autres présents à la manifestation. Il faut les renforcer. C'est clairement ce qu'affirmaient la manifestation à Nantes.

Corr. Nantes

Guillouard (Nantes)

GRAVES ATTAQUES CONTRE LES GREVISTES

Guillouard est en grève avec occupation depuis une semaine.

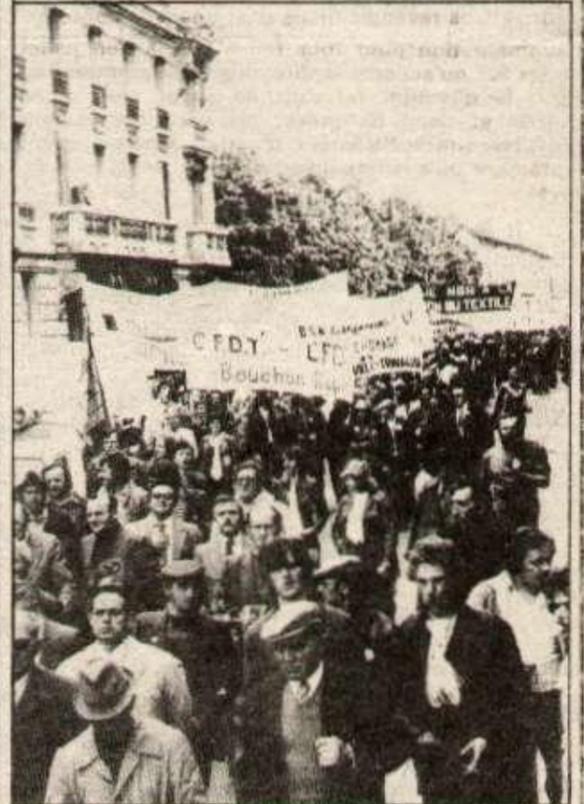
Mardi soir, la CGT seule appelait l'ensemble des travailleurs à un vote à bulletins secrets pour le lendemain matin. Par là même, elle faisait tout pour faire lever les piquets de grève et permettre aux non-grevistes de reprendre le travail dès le lendemain. Après le chantage à la faillite fait par la direction, les manœuvres de la direction de la CGT ! Le vote de mercredi se déroulait dans la plus grande confusion. Alors que les non-grevistes reprenaient l'usine, seulement 178 travailleurs participaient au vote

(sur 500). Une centaine votait la poursuite de la grève, 78 étaient contre. Jeudi matin, une nouvelle assemblée générale des travailleurs aura lieu, mais pour nombre d'entre eux, avoir redonné l'usine aux patrons, c'est en fait entermer la lutte.

PARTOUT LA RÉPRESSION DES LUTTES

Après plusieurs jours de tergiversations, le tribunal des référés a finalement rendu son jugement envers les trois délégués syndicaux de Guillouard : de la même manière qu'à LMT, la peine est lourde : elle est de

500 F par heure de piquet de grève et par délégué ! Cela représente 36 000 F d'amendes par jour chez Guillouard et d'ores et déjà plus d'une dizaine de millions anciens chez LMT. C'est clair : le patronat veut briser les luttes dès maintenant, avant qu'elles ne prennent trop d'envergure. En plus, mercredi matin la direction de LMT décidait 11 nouvelles mises à pied depuis le début de la grève. Il semblerait en plus que la direction attaque les délégués syndicaux en justice à propos des coupures de courant qui ont eu lieu, destinées qu'elles étaient à empêcher la sortie des stocks.



Comme on pouvait le prévoir, la BNP et autres organismes financiers ne veulent plus aider le groupe Bousac. Comme on pouvait le prévoir aussi, le gouvernement Barre qui voulait faire des Vosges un désert économique, ne veut plus aider ce groupe et l'administrateur, M. Jacques Peysson et trois syndicats, vont organiser la liquidation judiciaire de Bousac : pour les Vosges, cela veut dire la suppression de 6 000 emplois. Pour le holding, CITF, cela veut dire 10 600 emplois supprimés. Depuis la journée du 26 mai à Épinal et dans toutes les Vosges « tous les travailleurs sont décidés à ne pas se laisser faire » comme le déclarait la CGT « nous continuerons à nous battre pour l'emploi » comme le clamait la CFDT. La lutte va s'engager dans toutes les entreprises. Dès aujourd'hui, il est important pour toute la population de se mobiliser et d'engager des actions aussi dures que possible pour vivre et travailler au pays. Les travailleurs vosgiens ne sont pas au creux de la vague comme le prétend le député RPR Seguin.

La volonté de lutter doit faire l'objet d'actions effectives. Les perspectives de lutte, pas encore très précises jusqu'ici doivent être désormais : il n'y a plus d'illusion à avoir sur un quelconque sursis.

C'est bien ce qui s'est dégagé par exemple de la réunion des militants CGT des Vosges, tenu mercredi : bien qu'à l'heure où nous écrivons, aucune décision officielle n'ait été encore prise, les discussions montraient la volonté nette de durcir l'action et dans un premier temps d'empêcher tout déménagement de machines et de tissus des différentes usines des Vosges, comme Bousac a encore tenté de le faire à Moyenmoutier ces dernières quarante huit heures.

Alpine-Renault Dieppe

Mercredi 15 h. Après plus de 2 semaines de grève pour les 106 O.S. de la R5, la direction fait la paie : pour les grévistes, elle oscille entre 900 et 1 200 F pour le mois de mai. La direction escamotait décourager les gars, elle ne fait qu'augmenter leur colère, et leur volonté de gagner : « pas question, de reculer, maintenant, d'autant qu'on a toute l'usine avec nous, qu'ils nous soutiennent en débrayant, et financièrement ». L'huissier est toujours là, et continue ses contrôles incessants, la direction refuse toujours de négocier. Mais les grévistes ont la certitude que le rapport de force est en leur faveur : ils ne sont pas seuls en lutte à la Régie.

Manufrance (St Etienne)

NOUVELLES MENACES

Vivra ? Vivra pas ? Le sort de Manufrance, entreprise stéphanoise dans laquelle la municipalité PCF possède la majorité des parts, pourrait se décider dans la semaine. Mais les bruits les plus alarmants courent : lundi, le conseil d'administration de la firme s'est réuni, et des rumeurs de dépôt de bilan ont encore fleuri de toutes parts. Mais si ce bruit n'a pas reçu de confirmation, en revanche les menaces de licenciement, bien réelles, elles, se sont précipitées. C'est le PDG, récemment nommé avec l'accord de la municipalité, qui

l'a expliqué à Europe 1 : « La population stéphanoise sait très bien qu'il faut que Manufrance se réforme... qu'il faut purger les anomalies... il faudra très certainement restructurer. Il nous faudra prendre des mesures concrètes pour abaisser nos effectifs aux besoins réels du marché et à notre capacité de vente. Elles sont inévitables ».

C'est à se demander si les rumeurs de dépôt de bilan ne sont pas un ballon d'essai, lancé par la direction en accord avec les actionnaires, pour faire accepter l'idée des licenciements comme un moindre

mal. Les directions syndicales, d'ailleurs, semblent marcher allègrement dans cette voie. Elles ont déjà accepté un mois de chômage technique, et laissé passer, depuis le début de la « crise », plusieurs centaines de départs sans riposter, mercredi, elles organisaient une manifestation pour... convaincre le gouvernement que l'entreprise est viable, et qu'il lui faut donc accorder les garanties qui permettront de trouver de l'argent. La disproportion entre l'enjeu et les moyens qu'on se donne laisse pessimiste quant à l'issue du conflit.

Grève chez Houot

L'heure est à la lutte également pour les travailleurs Vosgiens des établissements Houot (scierie, charpente et fabrique de meubles) à Plainfaing et Gérardmer, qui ont débrayé le 30 mai à 98 %. Ils revendiquent une augmentation de salaire de 15 %, la grève est reconductible tous les matins en assemblée générale.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LES EMPLOYES DU PRINTEMPS-NATION EN GREVE

Selon la direction : un caprice d'un quart d'heure

... qui dure depuis 5 jours

« Nous demandons l'alignement de nos salaires sur le « Printemps Haussmann » : la différence varie suivant les qualifications de 300 à 500 F et même 800 F ! Le prétexte pour nous payer moins : on est situé par rapport à la périphérie de Paris. Donc en banlieue où la vie est moins chère ! Pourquoi ne pas situer, pendant qu'on y est, le 20^e arrondissement en province ? « La direction prétend qu'on est à 3 stations de métro de Montreuil ». Alors les salaires sont bas au Printemps Nation au début, on touche 2 000 F maximum, au bout de 5 ans, c'est toujours 2 000 F, au bout de 15 ans, c'est encore 2 000 F plus un prime d'ancienneté de 250 F !

La grève est aussi motivée par les conditions de travail : « Je suis caissière ; on mange à n'importe quelle heure entre 11 h 30

et 3 heures de l'après midi, suivant l'intensité de la caisse », qui est au maximum bien sûr à cette période de la journée. « moi je suis vendeuse, mais on fait tout : le débardage, le ménage, la comptabilité. Quand la marchandise arrive, il faut la contrôler, il faut s'occuper des factures, de la mise en rayons. On est plus manutentionnaire qu'autre chose. On n'a jamais le temps de s'occuper des clients », et la charge de travail augmente sans cesse. « Je suis au rayon blanc : à chaque fois qu'il y a un départ en retraite, il n'y a pas de remplacement. A deux on fait le travail de quatre maintenant. Il y a tellement de travail qu'il faut qu'on s'organise entre nous pour les vacances : nous les célibataires, on prend nos vacances en deux fois pour arranger les couples. Avec le travail

et 3 heures de l'après midi, suivant l'intensité de la caisse », qui est au maximum bien sûr à cette période de la journée. « moi je suis vendeuse, mais on fait tout : le débardage, le ménage, la comptabilité. Quand la marchandise arrive, il faut la contrôler, il faut s'occuper des factures, de la mise en rayons. On est plus manutentionnaire qu'autre chose. On n'a jamais le temps de s'occuper des clients », et la charge de travail augmente sans cesse. « Je suis au rayon blanc : à chaque fois qu'il y a un départ en retraite, il n'y a pas de remplacement. A deux on fait le travail de quatre maintenant. Il y a tellement de travail qu'il faut qu'on s'organise entre nous pour les vacances : nous les célibataires, on prend nos vacances en deux fois pour arranger les couples. Avec le travail

qu'il y a, il faut en plus faire des heures supplémentaires, elles ne sont pas payées du tout mais récupérables... longtemps après.

Beaucoup de travail pour les vendeuses et caissières, au Printemps Nation mais aussi beaucoup de parasites : il y a en moyenne 5 cadres pour deux vendeuses ! Ils ne sont bien entendu pas en grève mais entendent bien en profiter pour obtenir une augmentation. « On ne veut plus être augmentés en pourcentage, explique une vendeuse. Ça avantage toujours les cadres. En 1^{re} catégorie, ils touchent 4 000 F, en seconde, 5 ou 6 000 F, la 3^e je n'en parle même pas. On demande donc 300 F d'augmentation pour les salaires en dessous de 3 300 F et 3 % en dessus. »

La grève est donc partie vendredi dernier à 4 heures de l'après-midi. Les cadres ont alors bondi aux caisses, de peur que ne soit réédité le « coup » des caissières en grève d'un magasin de Toulouse, l'an dernier à Noël : des centaines de clients avaient pu partir en quelques secondes les caisses chargées de victuailles !

Où en est on aujourd'hui ? La direction ne veut toujours rien savoir. La grève continue donc, les portes ont été fermées à double tour : « On ne voulait pas fermer le magasin mais ils ont fait appel à des intérimaires ». Mardi, on pouvait toutefois apercevoir à l'intérieur du magasin des démonstrations, d'entreprises extérieures, mais à qui donc faire des démonstrations s'il n'y a pas de clients ? On est vigilant car on se demande si la direction ne va pas tenter par coup de force de réouvrir le magasin d'autant que la seule journée de samedi lui a déjà fait perdre 150 millions... En attendant, les clients, du quartier pour la plupart, soutiennent les grévistes. Certains amènent des gâteaux pour accompagner les sirops...

Richard FEUILLET

IL N'Y A PAS DE CRECHES MAIS... 2 SEMAINES DE PLUS POUR LE CONGE DE MATERNITE

Le Programme de Blois vous connaissez ? En janvier dernier, Raymond Barre avait promis aux patrons le retour à la liberté des prix. C'est maintenant chose faite. Côté « mesures sociales », une promesse parmi quelques autres : la prolongation de trois mois du congé maternité. Travailleuses, actuelles ou futures mères de famille, vous pensiez sans doute que les politiciens qui nous gouvernent oublient ce genre de promesses, le soir même du jour où ils les font. Détrompez-vous ! En ces lende-

maines d'élections, Barre n'a pas seulement pensé aux patrons, il a aussi pensé à vous : il a prolongé le congé maternité, fidèle à son engagement. Mais — car il y a un mais — si Barre juge que les travailleurs sont assez riches pour supporter une hausse généralisée des prix, il estime que le budget de la Sécurité sociale ne peut tenir le choc, pour financer l'intégralité de cette promesse, évaluée à 2 milliards. Et puis il y a les patrons qui ne voient pas d'un bon œil un congé prolongé nécessitant du personnel

supplémentaire. Alors Barre a préféré couper la poire, non pas en deux mais en six : au lieu des trois mois promis la rallonge sera de... deux semaines. Pour sa défense, Barre dira sans doute qu'il n'avait pas précisément daté sa promesse et que le Programme de Blois est prévu pour cinq ans. Pour le critiquer il faudrait donc attendre 1982. Patience et longueur de temps... n'est-ce pas après tout le proverbe qui résume la « pensée réformatrice » giscardienne ?

16 semaines, en droit seulement

Quel est le résultat de cette politique des « tout petits pas » ? Les futures mères, et mères qui travaillent ont droit jusqu'à un congé de 14 semaines : six avant la naissance, huit après. Bien que cette répartition soit en principe fixe, il arrive, notamment dans la fonction publique que le congé avant la naissance puisse être raccourci au profit du congé « après ». C'est à cette deuxième période en tout cas que viennent s'ajouter les deux semaines supplémentaires généreusement octroyées par Barre et Simone Veil. Deux semaines de plus, ce n'est bien sûr pas négligeable, mais madame Veil qui est supposée connaître les statistiques de son ministère, s'est-elle demandée pourquoi les femmes ne prennent en moyenne que quatre semaines et demie avant la naissance. Les cas de dérogation cités plus haut n'expliquant pas ce

phénomène, vu leur caractère encore très exceptionnel, on doit chercher la réponse ailleurs : pendant le congé maternité, les indemnités journalières de la Sécurité sociale ne couvrent pas l'intégration du salaire perçu normalement. Comme dans le cas des femmes il est généra-

lement très bas, on comprend que beaucoup hésitent à prendre tout le congé. Aussi, sans même revenir sur la minceur de la rallonge par rapport aux promesses, une véritable amélioration du congé maternité passe par le paiement intégral du salaire pendant cette période !

Si le projet de loi présenté par Simone Veil au conseil des ministres de mercredi est adopté par le Parlement, la France partagera, avec le Luxembourg, le deuxième rang des pays de l'Europe des neuf en matière de congé-maternité, derrière la Grande Bretagne (18 semaines). En RFA le congé va de 14 à 18 semaines selon les cas. Outre l'allongement du congé maternité, Simone Veil a présenté trois autres dispositions : prise en charge à 100 % des dépenses d'hospitalisation des bébés non prématurés (seuls les « prématurés en bénéficiaient ») ; prise en charge à 100 % des dépenses de soins de la femme pendant les quatre derniers mois de la grossesse ; prise en charge à 100 % des diagnostics et soins de la stérilité masculine et féminine.

Le coût de l'ensemble des mesures est évalué à 500 millions, à imputer sur le budget de la Sécurité Sociale.

Quant aux motivations profondes de l'intérêt, même limité, affiché par le gouvernement pour la prolongation du congé maternité, elles nous paraissent plus que discutables. A l'heure où les femmes fournissent les plus gros contingents de chômeurs, où elles continuent à être sous-payées, à travail égal, par rapport aux hommes, où elles occupent les postes les plus mal payés et les moins qualifiés, où elles luttent pour le droit effectif à la contraception et à l'avortement libres et gratuits, l'allongement du congé maternité peut-il être considéré comme un progrès majeur ? N'est-il pas plutôt dans le droit fil de cette fameuse « politique familiale » dont se gar-

Derrière le projet de loi : une certaine idée de la famille...

garise Giscard. La famille, disait-il déjà en mai 1974 « dans notre environnement si incertain, elle est la sécurité, dans notre monde si dur, elle est la tendresse ». En foi de quoi, la pénurie de crèches peut continuer, la maman sera plus longtemps à la maison pour garder bébé, le langer et le torcher. Cette image réactionnaire du « bonheur féminin » dans les tâches domestiques prend de moins en moins, comme en témoignent les luttes des femmes. Ce n'est pas en l'enrobant dans un projet alléchant en apparence malgré ses limites, que Giscard, Barre et autres Simone Veil peuvent espérer lui donner une nouvelle vie.

Claude ANCHER

En bref... En bref...

Chili : un document à la télévision des milliers de manifestants à Santiago

Un document présenté aux informations télévisées le 31 mai au soir montrait des milliers de manifestants défilant dans les rues de Santiago à l'occasion du 1^{er} mai. C'était la première grande manifestation de masses, dans un Santiago quadrillé par la police de Pinochet, qui a opéré 1 800 arrestations. Elle attestait de l'ampleur de la lutte qui s'organise contre les bourreaux fascistes, dont les grèves de la faim actuelles sont un autre indice.

Succès militaires des combattants sahraouis

L'Armée de Libération Populaire Sahraoui a déclenché la semaine dernière une série d'offensives contre les troupes marocaines du Sahara. A Amgala et Tifariti, une dizaine de soldats ma-

rocaïns ont été tués, à Douara : 22 tués dans l'armée marocaine ainsi que 7 véhicules et un char détruits. A Sken des accrochages ont eu lieu, c'est dans cette région que de nombreux soldats marocains furent tués ou fait prisonniers par les combattants sahraouis le 17 mai dernier.

LES PYJAMAS CANCERIGENES INTERDITS A LA VENTE

Les services du Ministère de l'Economie chargés de la « protection des consommateurs » ont décidé d'interdire la vente des pyjamas made in USA, dont la résistance au feu avait pour revers un très grand pouvoir cancérigène et mutagène.

L'incendie d'Alfortville

CELA AURAIT PU ETRE PLUS GRAVE

● Accident ou acte criminel ? C'est semble-t-il cette deuxième hypothèse qui paraît la plus vraisemblable aux services d'EGF et au syndicat CGT de l'usine de gaz d'Alfortville, où une catastrophe a été évitée de justesse dans la nuit de mardi à mercredi.

Des traces de mèche auraient été retrouvées au pied de la conduite qui a explosé. Les trois explosions successives pourraient donc avoir pour origine une charge creuse placée sous la conduite.

L'accident d'Alfortville qui n'a fait aucune victime aurait pu tourner à la catastrophe. Cela beaucoup le pensent aujourd'hui. Si l'on considère l'emplacement de l'usine à gaz on constate qu'elle est située tout

près d'une grande cité populaire. Pourtant il y a moins de dix ans, comme en témoigne une photo aérienne accrochée à la mairie, il y avait à côté de l'usine le cimetière et des jardins maraîchers. Depuis

la municipalité PS (et non PCF comme cela était mentionné par erreur dans notre dernier article) a fait construire une grande cité populaire avec plusieurs milliers d'habitants, deux écoles maternelles et un foyer pour travailleurs immigrés (malien notamment).

Les tours de la cité dépendent de la SEMDA (Société d'économie mixte d'Alfortville) qui est sous le contrôle direct de la mairie.

Autre fait non moins

grave : l'usine à gaz est située en bordure de Seine juste en regard de la principale usine chimique de la région parisienne, l'usine Rhône Poulenc de Vitry. Il semble même que la conduite servirait aussi à l'alimentation de l'usine. La proximité de l'explosion par rapport à l'usine (cf témoignage de notre correspondant), la quantité et la toxicité de nombreux produits fabriqués à l'usine auraient pu entraîner le pire et on ne peut écarter la possibilité de réactions chimiques complexes et incontrôlées.



Devant Rhône-Poulenc Vitry : la peur

« Il était une heure du matin, une formidable explosion retentit, puis trois autres, au loin du côté de Rhône Poulenc le ciel est jaune et rouge ; une idée s'impose toute seule : le gaz, puis une autre : c'est vers la centrale gazière d'Alfortville. La centrale a-t-elle sauté ? Je descends.

Aux fenêtres, des gens partout, des gosses qui pleurent, des voitures démarrent, je n'ai mis que deux minutes pour arriver

à Rhône Poulenc. Quel spectacle !

De partout des voitures arrivent, c'est la pagaille les embouteillages, nous sommes peut-être déjà 5 à 600 le long de la Seine à regarder la sinistre torchère. La conduite de gaz qui passe devant Rhône Poulenc a explosé. Se multiplient les initiatives dans la plus grande confusion : des grévistes de Zénith de garde dans leur usine occupée font la circulation, des ouvriers de Rhône

Poulenc des services de sécurité arrosent les cuves de produits chimiques voisines à la lance à incendie et crient aux gens : « Éloignez-vous, partez ».

Un gars me montre du doigt la torchère, un pompier là-bas, tête nue, à quelque dizaines de mètres de la torche ferme des vanes. Je réalise : si la conduite qui traverse la Seine explose à son tour nous serons tous ici volatilisés, les cuves de Rhône

Poulenc résisteraient-elles ?

Nous partons mais d'autres arrivent. Personne ne connaît le danger, les ouvriers de Rhône Poulenc continuent de crier « Allez-vous en, partez ».

En rentrant chez moi, au pied du HLM de la cité Balzac, je trouve des familles entières, les gosses dans les bras, dans des couvertures. Chez tous : la peur.

FEMMES EN LUTTE

LE MOUVEMENT DES FEMMES NOIRES MOBILISE CONTRE LES AGRESSIONS IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE

Partie prenante de la lutte anti-impérialiste en France, le « mouvement des femmes noires » appelait mardi, à la suite de sa conférence de presse, à une AG pour débattre de la situation au Zaïre et prendre position face à cette agression.

25 femmes du mouvement y répondaient pour dénoncer la campagne de presse mensongère et raciste et organiser une riposte.

Nous avons d'abord discuté de la nature même de l'agression française, pour expliquer la complaisance des journaux qui, de l'Humanité à France Soir (« content ») les massacres de Kolwezi. C'est pour cela qu'il nous semble important de préparer une con-

tre information. Comment ? En organisant pour la prochaine réunion une revue de presse, afin de faire l'analyse de l'information diffusée dans les journaux de droite et de gauche. Mais aussi par des articles envoyés à la presse, des panneaux dans les maisons de femmes, les lycées, les entreprises. Mais au centre du débat, il y avait : comment le mouvement des femmes peut-il s'emparer de la question du Zaïre ? Dans quels termes ? Au nom de quoi ? Pour nous, il s'agit d'une affaire politique. C'est pour cela que l'information ne suffit pas, qu'il faudrait faire quelque chose de plus durable. Nous avons donc envisagé la création d'un comité.

— « En quoi notre comité se distinguerait-il des au-

tres comités anti-impérialistes mixtes ? Qu'apporterait-il de nouveau dans la lutte ? »

— « Parce que nous, femmes, voulons nous mêler de politique, nous disons : les femmes prennent la parole ».

— « Il ne s'agit pas d'un comité qui n'aborderait que les problèmes de femmes zairoises parce que, comme le disait une femme africaine, « on ne parle pas uniquement en tant que femme », mais parce qu'on est impliquée dans la mesure où un Etat se sert de nous pour cautionner une agression ».

— « Il s'agit de lutter contre notre propre impérialisme, de nouer tout en restant autonomes vis-à-vis d'eux, des liens avec d'autres comités anti-impérialistes ».

Un comité qui permettrait une riposte rapide aussi. Les axes de lutte n'ont toutefois pas été déterminés.

Plusieurs arguments ont été avancés en faveur d'un « Comité Afrique », portant sur l'actualité des agressions en Afrique, objet des convoitises des impérialistes ; aussi bien en Erythrée, qu'au Tchad, Mauritanie, Zaïre.

En conclusion, nous avons prévu de mobiliser les autres femmes du mouvement aussi bien françaises qu'immigrées, d'organiser une information vivante d'ici les vacances afin de reprendre en septembre sur des bases solides.

Correspondante

Echec au Conseil de l'Ordre des Médecins (LYON)

Le tribunal de Lyon déclare irrecevables les poursuites pour refus de paiement des cotisations.

C'est un succès important que viennent de remporter les médecins du Rhône qui ont manifesté leur opposition aux thèses réactionnaires du conseil de l'Ordre, en refusant de payer leurs cotisations. Le 18 avril dernier, le conseil départemental du Rhône attaquait en justice deux de ces médecins. Le tribunal de Lyon vient de déclarer « irrecevable l'action en paiement intentée par le Conseil Départemental de l'Ordre ». Refusant d'entrer dans le débat de fond, le tribunal s'est appuyé sur l'article L. 427 du code de la santé publique, qui précise : des poursuites peuvent être engagées en

dehors du conseil de l'Ordre « en réparation d'un délit ou d'un quasi-délit ». Deux qualifications qui, selon le tribunal, ne sauraient s'appliquer au fait de ne pas payer sa cotisation.

Cette décision, qui renvoie l'affaire au niveau de la « juridiction » de l'Ordre des Médecins, n'en constitue pas moins un précédent de taille, quand on sait qu'en mars dernier, le tribunal de Rennes avait fait le choix inverse : il avait condamné 19 médecins à payer leur cotisation, à verser chacun 200 F de dommages et intérêts au Conseil départemental de l'Ordre en « réparation du préjudice moral », plus 200 F de remboursement des frais de procédure !

La complaisance de la Justice pour des fascistes violeurs

L'expédition punitive d'Issy : sera-t-elle une affaire classée ?

En juillet 1972, un commando de la CFT-Citroën attaquait un bal de soutien à des mal-logés — immigrés-yougoslaves — d'Issy-les-Moulineaux, dans la banlieue parisienne.

Le commando enlevait deux jeunes femmes puis violait l'une d'elles. Danièle Lévy déposait immédiatement une plainte.

Six ans après, la justice va-t-elle classer l'affaire ? Ce jeudi, la Chambre d'accusation, saisie par les avocats de Danièle après le non-lieu prononcé en février, doit trancher.

Six ans pour aboutir à un scandaleux non-lieu, six ans où la justice a tout fait pour que les fascistes, coupables de l'agression et du viol, ne soient pas retrouvés. Danièle a dû

mener elle-même l'enquête que les juges d'instruction successivement désignés se refusaient à faire. C'est elle qui a retrouvé les locaux où elle fut violée : un laboratoire des usines Citroën. C'est elle qui fournit une liste de personnes qui ont pu participer au commando : lors d'une confrontation en 77, elle reconnaît formellement un de ses agresseurs, un nervi de la CFT. Mais la justice a préféré mettre en doute son témoignage.

La Chambre d'accusation va-t-elle confirmer l'impunité dont ont bénéficié les fascistes de la CFT ? A voir la complaisance dont a fait preuve la justice dans cette affaire, on peut le craindre.

La manifestation du COBA à Paris

A la veille de l'ouverture officielle de la coupe du Monde de football, 10 000 personnes, selon les organisateurs, se sont regroupées à Paris, à l'appel du COBA (Comité pour le boycott de l'Argentine) et de nombreuses organisations, pour exprimer leur soutien au peuple argentin contre la dictature fasciste de Videla. L'importante mobilisation souligne l'accueil favorable fait à la campagne de boycott, montrant que le sport ne peut servir de paravent ou de caution à un régime de terreur sanguinaire.

A l'heure où Hidalgo, le patron de l'équipe de Fran-

ce de football, choisissait définitivement les joueurs de l'équipe nationale, le cortège des manifestants se forme et commence à prendre la direction de la place de la Nation. L'allure, relativement lente prise au départ de la manifestation, permet aux retardataires ou observateurs hésitants de se joindre rapidement au cortège, lançant des mots d'ordre condamnant sans équivoque le régime fasciste argentin. «*En Argentine, la dictature torture, réprime, assassine !*» scandé par des milliers de gorges résonne dans Paris assoupi par la chaleur estivale.

«ECOUTEZ LES CRIS DES TORTURES !»

Peu de banderoles, la possibilité d'une éventuelle interdiction de dernière minute planait toujours ne permettant pas de s'embarasser. Un important dispositif policier encadrait de près cette manifestation qui avait affirmé sa volonté de rester pacifique.

Le service d'ordre impressionnant de la manifestation ne permit cependant pas d'éviter aux inévitables «autonomes» de créer quelques troubles, rapidement maîtrisés.

Les mots d'ordre continuaient malgré tout de jaillir. «*En Argentine, pour les travailleurs, c'est la répression, c'est la terreur !*» «*Boycott, boycott de la dictature !*», et la caution du gouvernement français au fasciste Videla ne fut pas oubliée, elle y sera fustigée : «*Videla assassin, Giscard complice !*».

Les banderoles signalaient la présence d'une organisation d'étudiants turcs, et de plusieurs sections syndicales, notamment les postiers de Paris 08, de la Documentation Française ou des Impôts. Une mobilisation qui quoique restreinte par sa rapidité, est jugée posi-



tive par les militants syndicaux que nous avons interrogés. Les travailleurs et les badauds massés sur le parcours de la manifestation montraient un accueil favorable aux slogans impulsés par les militants des comités lycéens ou de quartier du COBA:

«*Je suis passionné de foot, mais quand même je suis d'accord avec la mani-*

festation. C'est dur ce qui se passe là-bas, le boycott c'est normal», nous confiera un travailleur. Plusieurs autres confirmeront cette impression, «*on ne doit pas aller là-bas !*».

Cette mobilisation d'ampleur, quoique préparée rapidement et n'ayant pu, de ce fait, regrouper toutes les personnes susceptibles de s'y joindre,

confirme la victoire de la campagne contre la répression en Argentine, et contre les projets de limitation des droits de manifestation du gouvernement.

Elle rappelle que lorsque les matchs seront retransmis vous pourrez toujours «*Derrière la télé, écouter les cris des torturés !*».

Pierre CHATEL

Argentine : Une Française libérée

Une française détenue en Argentine a été libérée par l'intermédiaire de la croix-rouge. Patricia Carnusso était depuis le 24 mars 1977 détenue à la prison de Villa Devoto où le 24 mars 1978, la junte a fusillé en masse des prisonniers. L'annonce de cette libération fait rappeler que vingt deux français, des milliers d'Argentins, ont «disparu» en Argentine. La junte refuse de dévoiler toute information sur leur sort, sous prétexte que les «enlèvements» sont commis par des groupes incontrôlés, en réalité des policiers en civil.

L'IMPERIALISME FRANCAIS EN ARGENTINE

On a fait grand bruit dans la presse bourgeoise de la «lettre personnelle» de Giscard au dictateur Videla, demandant des informations sur le sort des deux religieuses françaises enlevées et finalement assassinées. On a moins dit que Videla avait mis deux mois à répondre... qu'il donnerait bientôt une réponse. On a encore moins parlé du fait qu'en 1976, les portes de l'ambassade de France sont restées obstinément fermées aux réfugiés politiques qui cherchaient là un droit d'asile qui n'avait pas été refusé au Chili.

Depuis 76, le gouvernement français a mis une lenteur extrême à s'intéresser au sort des 21 ressortissants français détenus ou disparus en Argentine. Les derniers événements en Afrique ont pourtant montré qu'il pouvait en certaines occasions, agir vite. Depuis, le gouvernement français a envoyé en octobre 75, une mission spéciale en Argentine, dirigée par Poniatowski, «représentant personnel du président de la République». Depuis, Giscard a envoyé un télégramme de félicitations à l'équipe de France, l'encourageant pour le Mondial, alors qu'une grande campagne se développait pour le boycott de la coupe du Monde.

Il y a, de toute évidence, une cohérence dans ces différents faits. Certes, il serait faux de vouloir en chercher la cause seulement dans les intérêts des entreprises françaises en Argentine : en tant qu'im-

périalisme secondaire, la France essaie de jouer son propre jeu dans les pays du Tiers-Monde, sur les plans politique et économique.

Mais il n'est pas inutile de rappeler que la France est le 3^e investisseur étranger en Argentine (8 % du total des investissements étrangers), avec 250 à 300 millions de dollars.

En 1960, une mission militaire française était envoyée en Argentine : il s'agissait de faire «bénéficier» l'armée de «l'expérience acquise dans la lutte anti-subversive» au Vietnam et en Algérie. Le livre du Général Massu, *La bataille d'Alger*, décrivant les méthodes pour recueillir des informations (délation, tortures etc...) a été tout particulièrement assimilé par les dictateurs actuels. Les États-Unis ont eu tendance à remplacer la France dans ce rôle de conseiller idéologique, mais la mission militaire française est restée en place, et elle a notamment un rôle d'assistance technique pour le matériel militaire. Pour la vente d'armes, la France impérialiste vient en 2^e position juste derrière les USA. A ce jour ont été vendus à l'armée de l'air 19 mirage III, et une aide de l'ordre de 70 % pour la construction de l'avion de lutte anti-guérilla Pucara. Cet appareil a servi notamment à écraser la guérilla de la région de Tucuman. L'armée de terre a acheté pour sa part 200 chars AMX, ceux-là même qui le 24 mars 76 ont occupé le centre de Buenos Aires pour prévenir

toute opposition. La France a également vendu des missiles Cobra pour blindés et des hélicoptères Puma pour la lutte anti-guérilla.

L'impérialisme français ne veut évidemment pas se priver d'un tel marché par quelques déclarations «intempestives» sur les droits de l'homme.

Par ailleurs, Poniatowski lors de son voyage officiel d'octobre dernier a notamment déclaré, d'après le très sérieux organe de presse *la Nación* du 25 octobre 1977, que «*du point de vue de la France, la République argentine, se trouve dans des conditions optimales pour répondre aux préoccupations françaises : ma mission est d'augmenter notre coopération.*»

Une telle déclaration, dans un pays où on compte tant de milliers d'assassinés, de torturés, de prisonniers et de disparus, montre quelles sont les intentions de l'impérialisme français. Le même organe de presse déclarait encore : «*Il y a de bonnes raisons de penser que la France commence à mesurer les possibilités qu'offre l'Argentine comme terrain pour les investissements.*» En octobre 1977, Martinez de Hoz, ministre de l'économie argentine, a eu un déjeuner intime avec Giscard et un troisième ami commun : il serait question de contrats énormes portant notamment sur les armes, le nucléaire et le métro. Ceci explique peut-être cela, la position de l'impérialisme français sur l'Argentine, une position de soutien.

Hélène VARJAC

DES DEMOCRATES ARGENTINS REPLIQUENT AU CYNISME DE LA JUNTE

Interviewé mardi dernier à 13 h au journal inattendu de RTL réalisé en direct de Buenos Aires, l'amiral Masera, un des 3 dirigeants de la junte argentine, montrait un certain embarras à répondre aux questions, parfois gênantes des journalistes. L'intérêt de cette émission est d'avoir donné la parole également à des membres de l'opposition argentine en exil à Paris. Ont pu s'exprimer ainsi : un avocat, représentant en France de la Commission argentine des Droits de l'Homme, M^e Matarolo et un ancien dirigeant syndical de la CGT argentine : Hector Villalon.

A la première question posée à l'Amiral Masera : «*Comment pouvez-vous lutter activement contre la subversion communiste alors que vous recevez l'appui du PCA légal et que des navires soviétiques chargent des céréales dans les ports d'Argentine, et peut-on dire que votre régime est une dictature ?*». Celui-ci ne répondit pas. Il lui fut impossible de nier le désastre économique qui touche actuellement l'Argentine. La réponse sur une éventuelle amnistie pour les prisonniers politiques fut en gros : pas d'amnistie pour des prisonniers de droit commun (assimilant ainsi les prisonniers politiques à des prisonniers de droit commun). Parmi les questions et les réponses apportées au cours de cette émis-

sion : «*Y aura-t-il place un jour dans votre pays pour les syndicats sans que leurs militants risquent pour leur sécurité ?*». La réponse : «*Le syndicalisme ne doit pas se laisser domestiquer par la politique.*»

— Q : «*Combien y a-t-il à l'heure actuelle de prisonniers politiques dans les prisons argentines ?*».

— R : «*Ils sont 13 et c'est un numéro qui porte malheur.*» Devant cette dernière réponse qui montre un cynisme sans borne le journaliste la trouva pour le moins «laconique». Donnant enfin la parole à des opposants argentins exilés en France, ces derniers ont pu rétablir la vérité et montrer le vrai visage de la dictature de Videla. Un responsable syndical péroniste a dressé un réquisitoire accablant pour la junte, qui depuis son coup d'Etat de mars 76, est responsable de 20 000 assassinats, de 15 000 disparitions et de 15 000 détenus, soient 50 000 victimes au total. En plus de ce génocide, la junte a fait un désastre de l'économie argentine : on assiste à un arrêt du développement économique, à la réduction du salaire de base et à la chute du pouvoir d'achat des travailleurs : moins 70 % !

Sur les 22 Français disparus ou détenus en Argentine, Hector Villalon a révélé que certaines arrestations ont été effectuées sur dénonciations d'autres Français ex-OAS qui colla-

borent avec l'armée argentine.

Maître Matarolo, avocat démocrate argentin s'est également appliqué à démontrer la terreur et la misère que fait régner actuellement le régime de Videla. La misère des masses populaires en Argentine, c'est le SMIC équivalent à 250 F, la viande et le pain aussi chers que dans les pays industrialisés, et le chômage. Le terrorisme d'Etat éclate au grand jour dans le cynisme des discours des membres de la junte militaire. Le général Menendez (chef du 3^e corps d'armée de Cordoba) disait dans un discours : «*Tandis que Videla gouverne, je tue*» autre maxime des généraux argentins : «*Nous menons une guerre contre la subversion au delà du bien et du mal.*»

L'avocat démocrate argentin devait conclure en disant que : si le terrorisme d'Etat peut soumettre un peuple pendant une certaine période, il porte en lui les causes de sa défaite, il est son propre fossoyeur, et ajouta : la résistance contre la dictature s'amplifie la preuve en est que malgré la répression qui sévit actuellement en Argentine 150 000 travailleurs n'ont pas hésité à se mettre en grève en novembre dernier et paralysèrent le pays. Voilà le plus cinglant démenti apporté à la junte fasciste argentine.

Franck ROUSSEL

SOMMET DE L'OTAN

INTEGRATION PLUS GRANDE, DISSENSIONS AVEC LA TURQUIE

« Notre alliance est centrée sur l'Europe mais notre vigilance ne peut être limitée à ce continent. Au cours des dernières années, la puissance soviétique a pénétré de manière croissante au-delà de la zone Nord-Atlantique. Au moment où je parle, les activités de l'URSS et de Cuba en Afrique empêchent les pays de tracer leur propre voie. En tant que membres de la plus grande alliance du monde, nous ne pouvons rester indifférents à ces événements à cause de ce qu'ils signifient pour l'Afrique et de leur effet sur les intérêts à long terme de l'alliance. » Le passage essentiel de la violente attaque lancée contre l'URSS par le président américain à l'occasion du sommet de

L'accusation lancée dimanche par Brzezinski à l'égard de l'URSS de « violer le code de la détente » a donné un relief nouveau au plan américain préparé de longue main par l'administration Carter. Ce que l'administration américaine nomme « code de la détente » est le respect mutuel par les deux superpuissances des sphères d'influence qu'elles se sont taillées sur le globe, que la poussée soviétique en Europe et en Afrique remet en cause.

LE PLAN DE QUINZE ANS: DES AVIONS US POUR L'EUROPE

Le plan de renforcement de l'OTAN a fait l'objet de diverses interventions américaines au cours des deux dernières années. Il comprend un renforcement considérable en armement : les stocks d'armes anti-chars doivent être considérablement renforcés. Au cours de la seule année 77, le stock de missiles anti-chars a augmenté d'un tiers en Allemagne. Des moyens de riposte aux armes chimiques sont également mis en place. Le second aspect est la mise au point d'un « système d'alerte avancé », le système AWACS, constitué de Boeing équipés de radars, procédé extrêmement coûteux que les Américains ont imposé en Eu-

rope sous prétexte qu'il permettrait de déceler plus vite une offensive aérienne. La France a fait savoir qu'elle cotiserait pour ce système de détection.

Le plan prévoit également un renforcement de la présence américaine en Europe. Les États-Unis ont déjà commencé de renforcer leurs effectifs de 8 000 hommes en Allemagne. Selon le plan, de 15 ans, l'OTAN devrait se doter d'une flotte américaine susceptible d'accélérer l'arrivée de troupes américaines en Europe en cas de « crise ». Les pilotes européens doivent être entraînés aux USA. Les États-Unis ont d'ailleurs obtenu du Portugal une renégociation de l'accord leur permettant d'utiliser la base des Açores dont le renouvellement était suspendu depuis avril 1974, date de la chute du fascisme portugais. Cette base est extrêmement importante pour la réalisation d'un pont aérien à destination de l'Europe.

Le plan d'intégration des systèmes de détection et d'intervention des troupes américaines en Europe a été l'un des arguments essentiels pour faire accepter aux pays européens la standardisation et l'interopérabilité des armements. Concrètement au cours d'une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN l'accord s'est fait

sur l'adoption du chasseur F 16, de l'hélicoptère Linx, de la torpille Mark 46 et du missile Fwingsire, toutes armes américaines. Ce plan est censé constituer un premier pas vers la standardisation des armements dont les États-Unis veulent qu'ils consacrent l'adoption pour l'essentiel d'armes US par l'OTAN, au lieu d'un échange réciproque que veulent les gouvernements européens. Le F 16 notamment a fait l'objet du marché du siècle pour l'équipement de quelques armées d'Europe du Nord. Les États-Unis refusent aujourd'hui de confier la fabrication aux pays concernés alors qu'ils l'avaient promis pour pouvoir enlever le marché. Avec l'Allemagne, les USA avaient essayé de remettre en cause l'adoption de pièces allemandes pour un char de l'OTAN.

Le dernier aspect du plan de 15 ans est le renforcement de la coordination des politiques de défense. A la suite du sommet de l'OTAN en mai 1977, le secrétaire général de l'OTAN, Luns, était venu auprès du gouvernement anglais pour qu'il applique effectivement la décision d'augmentation de 3 % du budget de défense. Le document signé à l'issue de la réunion prévoit l'engagement de la part des signataires d'augmenter dans ces pro-

portions leur budget militaire entre 1979 et 1985.

La violente diatribe américaine contre l'URSS est l'occasion pour les États-Unis de faire accepter l'ensemble des projets discutés depuis plusieurs mois qui consacrent un contrôle plus étroit des États-Unis sur la défense européenne.

LES DISSENSIONS INTERNES

Cependant les dissensions internes ne sont pas éliminées pour autant. Les Irlandais et les Grecs ne participent pas aux discussions. Les Grecs reprochent au gouvernement américain d'avoir envisagé de livrer des armes à la Turquie. De Guringaud ne devait pas non plus participer aux discussions de défense commune, marquant le souhait de Giscard de ne pas aller au-delà des relations existantes dans la coordination de sa politique de défense avec celle de l'OTAN. Enfin, le gouvernement turc a fait savoir après le vote du congrès maintenant l'embargo sur les armes à destination de la Turquie, qu'il ne signerait pas la déclaration finale. Il a affirmé qu'à son sens la menace soviétique ne s'exerçait pas à l'encontre de son pays. Il prévoit d'effectuer une visite en Union Soviétique. Au cours d'un voyage effectué en mai en Turquie, le chef d'état-major soviétique lui a proposé des armes. Tandis que les États-Unis appesantissent leur pression sur l'Europe, les Soviétiques mettent tout en œuvre pour profiter des conflits sur le flanc sud, accroître leur pénétration dans cette région, et en même temps désarticuler le système de défense dans cette zone, dans laquelle ils accroissent leur potentiel militaire autour d'une importante force maritime.

Au travers du plan américain de renforcement de l'OTAN comme au travers des dissensions avec la Turquie, le sommet de Washington sanctionne une aggravation de la rivalité soviéto-américaine qui amène les deux superpuissances vers la confrontation en Europe.

Grégoire CARRAT

Rafles à Prague pour Brejnev

L'arrivée de Brejnev mardi en Tchécoslovaquie s'est accompagnée d'une vague d'arrestations dans les milieux signataires de la Charte 77.

Ces rafles font suite à la recrudescence des enlèvements, des brutalités et des mesures d'intimidation dont sont victimes ces derniers temps les contestataires.

Ivan Medek, critique musical, après s'être vu privé de son emploi a été arrêté alors qu'il rendait visite au porte-parole de la Charte 77 Ladislav Hejdanek. En sortant du siège de la police, il fut enlevé et emmené dans une forêt à 45 kilomètres de Prague, où ses agresseurs le battirent jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Même scénario pour Bonumil Dolezal, lui aussi signataire, qui fut enlevé et battu dans un bois au sortir d'un interrogatoire de la police. Plusieurs autres arrestations ont eu lieu, dans des circonstances similaires.

Selon le dernier document de la Charte 77, 20 000 à 30 000 personnes ont été détenues pour des périodes de 3 mois environ dans les dernières années. Les prisonniers n'ont évidemment pas droit au statut politique et sont soumis à des privations sensorielles et à des « passages à tabac ». Les signatures réclament l'application des Droits de l'Homme en Tchécoslovaquie

Chili : grève de la faim pour les disparus

La grève de la faim commencée vendredi dernier par 16 exilés chiliens se poursuit à l'église saint Hyppolite, avenue de Choisy en solidarité avec les grèves de la faim qui se déroulent à Santiago. Les grévistes demandent que des informations soient données sur les 2 500 « disparus » du Chili, enlevés par la police secrète.

Le mouvement de Santiago s'étend et des grèves de la faim ont commencé à Valparaiso et Concepcion, deux des plus grandes villes du Chili.

Un jaguar abattu au Tchad

Un jaguar a été abattu mercredi 31 mai au Tchad, dans la zone des combats qui opposent les troupes du FROLINAT à l'armée gouvernementale.

C'est l'indice d'une participation accrue de l'armée française à la guerre du Tchad. Dix avions jaguar sont actuellement en opération au Tchad. Cet engagement est de longue durée : selon des informations des unités d'artillerie auraient été envoyées au cours de la dernière semaine de mai au Tchad pour une durée de 4 à 6 mois.

Dijoud aux colonies

Dijoud secrétaire d'État aux DOM-TOM a entrepris depuis quelques temps un petit voyage dans les colonies de l'impérialisme français. Voyageant de la Polynésie aux Antilles, il multiplie les promesses les plus démagogiques, par exemple qu'il veut assurer aux Guadeloupéens les mêmes droits qu'aux Français de l'Hexagone et autres mensonges. En Polynésie, il a affirmé que « l'autonomie telle qu'elle fonctionne est la plus grande chance du territoire ». Derrière ces propos, il y a la réalité ! En outre le renforcement de la police en Martinique et l'envoi d'une antenne de la DST.

COLOMBIE : 4 MORTS PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

REPRISE DES BOMBARDEMENTS SIONISTES AU SUD LIBAN

La campagne pour l'élection présidentielle a été marquée dans tout le pays par une vague d'attentats qui a fait 3 morts (dont un membre du parti libéral). Mardi dernier on dénombrait une quatrième victime : un étudiant tué par la police au cours d'une manifestation.

Les bombardements à l'artillerie lourde de Nabatiyeh (quartier général Palestine progressiste) et des villages environnants par les forces sionistes et les milices conservatrices ont fait 22 victimes parmi la population civile.

Nouvelle Calédonie : grève des ouvriers du nickel



Les 3 700 ouvriers du Nickel ont décidé une grève générale illimitée pour protester contre une diminution de salaire de 12 %. En effet, la société française SNL (groupe Imetal) a décidé de diminuer la production de 50 000 à 44 000 tonnes. Baisse du prix du nickel, mévente et baisse du cours du dollar sont les explications fournies par la direction pour justifier le manque à gagner des travailleurs calédoniens.

«Bavure» à Vincennes

Samedi, 19 h aux abords du Bois de Vincennes, à deux cents mètres du ZOO un jeune d'une quinzaine d'années fait du moto-cross avec une grosse mobylette. Passent deux motards de la police qui lui foncent dessus. Le jeune glisse et tombe. A peine est-il relevé qu'un violent coup de poing sur le front l'assomme et fait gicler le sang. Deux autres jeunes passaient par là. L'un d'entre eux reconnaît son voisin dans la victime, et se met à «faire quelques prises de vues» (il est photographe) pour servir de témoignage. Furieux, un des motards immatriculé : 66919 DE, bondit sur lui et lui arrache la pellicule en le menaçant. En attendant, son collègue prévient Police Secours de venir chercher leur pre-

mière victime qui git sans connaissance. Pendant ce temps un attroupement se forme. Des travailleurs d'un certain âge entourent les deux motards qui visiblement ont peur. «Pourquoi emmerdez-vous toujours les jeunes ?» Des travailleurs portugais habitués du lieu affirment être fréquemment importunés par les flics qui viennent troubler leurs jeux de boules. Les motards se voient conseiller par le brigadier d'une deuxième camionnette arrivée en même temps que Police Secours de déguerpir «s'ils ne veulent pas se faire lyncher». Une fois la place nette de flics, les discussions se poursuivent chacune à une anecdote de brutalité policière à raconter.

Un lecteur de Drancy
(Seine St Denis)

8 HEURES CONTRE L'IMPERIALISME Le 3 juin de 14h à 22h A la salle Lancry

(10 rue de Lancry)

(Métro : J. Bonsergent ou République)

Erythrée

- Un représentant d'une organisation de masse du F.P.L.E. (Front Populaire de Libération de l'Érythrée).
- Projection d'un film sur la guerre de libération et les zones libérées.

Palestine

- Un représentant de la GUPS (étudiants palestiniens).

Zimbabwe

- (Rhodésie) : un représentant de la ZANU (Union Nationale Africaine du Zimbabwe).
- Témoignages de «Rhodésiens» sur l'Apartheid.

Dissidente de l'Est

- Nathalia Gorbanevskaia
- «Il y a dix ans, la Tchécoslovaquie !»
- «Création d'un syndicat libre des travailleurs soviétiques».

COBA

- Un représentant du COBA national (Collectif pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football).

Débats

- La lutte de libération en Érythrée
- Quel est le rôle de l'URSS et de Cuba ?
- Avec la participation de représentants d'une organisation de masse du F.P.L.E., d'Érythréens, d'Éthiopiens ; animé par des journalistes du Quotidien du Peuple et de Rebelles.

MONTAGES DIAPOS

Intervention de l'UCJR

- A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !
Troupes françaises hors d'Afrique, indépendance pour les colonies !
- VIVE LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE
URSS-USA, hors d'Afrique, à bas les deux superpuissances.
Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, à bas la dictature fasciste et l'impérialisme US.
Fédération de Paris de l'UCJR

33 ANS APRES L'ECRASEMENT DU NAZISME...

En 1978, trois décennies après la capitulation d'Hitler, la bourgeoisie se refuse toujours à dire la vérité sur ce que furent le nazisme et la Résistance victorieuse que lui opposèrent les peuples (...).

Sans doute sa propagande n'est-elle pas étrangère à la persistance, voire à la recrudescence ici où là, de groupements qui, pour être fort étriqués et de bien faible audience, n'en provoquent pas moins une légitime indignation chez les anciens résistants. Les manifestations de ces groupes, qui, rassemblant les anciens SS et leurs fidèles d'aujourd'hui, s'efforcent de «nier les crimes innombrables commis par les hitlériens dans toute l'Europe occupée et l'extermination de millions de détenus dans les camps de concentration», s'accompagnent de «la glorification du régime nazi, de ses anciens dirigeants, de calomnies contre la Résistance» (1).

Dirigée contre les scandaleuses parades publiques de ces groupes et contre leur existence même, l'Appel de Bruxelles, qui rappelle à bon escient, s'agissant de la Résistance, que son but unique était de «libérer tous les peuples, y compris le peuple allemand de la barbarie nazie», a abouti, le 22 avril dernier, à l'organisation à Cologne (RFA) d'une importante manifestation. Environ 30 000 personnes, venues de 22 pays, parmi lesquelles de nombreux jeunes Allemands et des soldats du contingent en uniforme, devaient y participer sous le double mot d'ordre de dissolution des associations d'anciens SS et d'interdiction de toute manifestation et de toute propagande nazies.

LE CULTE DES ANCIENS
C'est en effet, en dépit

des conclusions du tribunal international de Nuremberg et des accords de Postdam, signés le 2 août 1945, qui stipulent notamment la nécessité de «supprimer le Parti national-socialiste et les organisations qui lui sont affiliées ou subordonnées, dissoudre toutes les institutions nazies, s'assurer qu'elles ne renaissent par sous une autre forme et prévenir toute activité nazie ou militariste», ces associations néo-nazies bénéficient d'une bienveillance rare, de la part de la bourgeoisie.

Inquiétés, les anciens et néo-nazis que regroupe la Ligue des Allemands des Sudètes ne semblent guère l'être, qui avaient préparé de longue date pour le week-end de la Pentecôte un rassemblement à Nuremberg, pour y exalter la sinistre politique hitlérienne. Les week-ends suivant et jusqu'à la mi-juin, des manifestations similaires sont annoncées pour Munster, Hanovre, Dortmund, Cologne, sans que leurs organisateurs semblent autrement tracassés. (...)

(...) Traqués, les nazis de la H.I.A.G. paraissent l'être moins encore, si faire se peut. Au lendemain de la guerre, environ 40 000 survivants des 38 divisions SS, feignant quelque temps de constituer une association de secours mutuels, se groupèrent au sein de la H.I.A.G.

Rapidement, l'usage voulut parmi ces «associés» que le sens donné à ces quatre petites lettres fût : «Hitlers Alte Garde», c'est-à-dire : «La vieille garde de Hitler», ce qui n'empêcha pas la fameuse H.I.A.G. d'être «reconnue d'utilité publique», comme n'y suffirent pas non plus, depuis lors, les activités provocatrices auxquelles se livra l'association sans plus

se dissimuler.

Ce qui se conçoit d'autant moins facilement que ce groupement compte dans ses rangs un certain nombre d'individus qui s'illustrèrent particulièrement au service de l'état-major hitlérien. Ainsi de l'actuel leader de la H.I.A.G., Hubert Meyr, qui dès 1936 s'engagea dans la garde du corps personnelle d'Hitler (2), avant de devenir officier d'état-major dans la division «Jeunesse hitlérienne», laquelle se livra, entre autres, à l'assassinat de plus de 100 prisonniers canadiens lors du débarquement de Normandie. Ainsi, également des vétérans de la deuxième division blindée SS «Das Reich» dont la revue de la H.I.A.G. annonce deux rencontres cette année : la première devait avoir lieu du 28 au 30 avril à Paderborn, la seconde devant se tenir au mois de septembre, deux jours durant, en Autriche. La «Das Reich», rappelons-le, était la division Lammerding, la division des assassins de Tulle et d'Oradour-sur-Glane. (...)

LES FIDELES D'AUJOURD'HUI

(...) Sans doute, les affaires ne vont-elles pas toujours bien pour les anciens et néo-nazis. N'en prenons pour preuve que la mésaventure qu'a récemment connue le dénommé Hans Puvogel qui a démissionné, le 26 mars dernier, de ses fonctions de ministre de la Justice pour la Basse-Saxe.

Des étudiants en Droit ayant eu la mauvaise idée de lire la thèse de doctorat en droit que Puvogel avait soutenue en 1936 à l'université de Goettingen, y ont trouvé de singuliers développements. Leur auteur, promis à un brillant avenir, écrivait notamment

que «la prise en compte de l'idée raciale, noyau de la conception nazie du monde, donne une force directrice au droit pénal allemand», et de soutenir que seul un homme «de bonne race» a le droit d'exister et que les êtres «biologiquement inférieurs» doivent être éliminés.

La carrière du ministre n'a pas résisté à la révélation. Sans doute ! Mais, ainsi que commente le journal qui rapporte le fait (3) : «On reste rêveur quand on sait que le ministre-président du Land, Ernst Albrecht, a estimé que les auteurs de la révélation avaient agi de façon «méprisable !». E. Albrecht estime sans doute, pour sa part, que, en 1936, Puvogel qui n'avait «que 25 ans» était encore... un grand gamin ! Pas nous. Et moins encore tous ceux qui combattirent l'arme à la main, le nazisme !

Jan DZIKI

Notes

(1) Extraits de l'Appel de Bruxelles, lancé le 11 avril 1977, et qu'ont désormais signé 75 associations de résistants et victimes du nazisme de toute l'Europe (cf. France d'abord - Le Journal de la Résistance, n° 854, avril 1978).

(2) La «Garde du Corps» dont fut également Peiper, a commis son premier crime de guerre identifié lors des combats de mai 1940 autour de Dunkerque. Des soldats britanniques du Royal Warwickshire résistant, la formation SS entassa 60 à 80 blessés officiers et soldats, et les massacra à la grenade !

(3) France d'abord - Le journal de la Résistance, n° 854, avril 1978.

Circonstances exceptionnelles

Il y a peu, en gare de Mézidon, dans le Calvados, un wagon, chargé de conteneurs bourrés de déchets radioactifs à destination du centre de retraitement de La Hague, a été violemment tamponné au cours d'une manœuvre.

Alertés par le syndicat local des cheminots, les services d'insécurité ne sont intervenus que plusieurs jours après. Le temps, sans doute, de constater que les populations du coin étant encore sur pied, il ne devait pas y avoir eu de fuites trop importantes...

Dans le même temps, on s'en souvient, Giscard d'Estaing était attendu - de pied ferme ! - sur les côtes mazoutées de Bretagne. Parvenue à l'Élysée, la nouvelle de l'incident de Mézidon jeta le président en un profond émoi. Aller, d'abord, consoler les Bretons ou rassurer les Normands ?



De mauvaises langues ont dit que c'est après lecture d'un rapport du préfet de région annonçant des manifestations violentes, de paysans notamment, que Giscard avait décidé de repousser son voyage en Bretagne «sine die». Erreur !

«Pas de jaloux !», a dit Giscard, Et, mû par un profond sentiment de justice, il se rallia à l'idée de son ministre de la Jeunesse et des Sports et présida, en sa compagnie, au Parc-des-Princes, la finale de la Coupe de France de football qu'un «concours de circonstances exceptionnel» - et fort heureux - avait placée le même samedi.

J.D.

Nous prions Jan Dzik de bien vouloir nous faire parvenir le moyen de le joindre.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 1^{er} juin

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Formations politiques. *L'opposition. Le Mouvement des Radicaux de Gauche.*
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Ce diable d'homme. *Film TV en six parties. Scénario et dialogues : Claude Brulé. Le supplicé de Toulouse.*
 21 h 25 - Conflits. La paix se gagne sur mer. *Emission de Paul-Marie de La Gorce et J. Bescont*
 22 h 20 - Spécial Cannes. *Les affaires sont les affaires.*
 23 h 15 - Tennis internationaux de France.
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Journal
 19 h 45 - Dessin animé
 21 h 45 - Lulu. *Dramatique en trois parties d'après l'œuvre de F. Wedekind. Première partie.*
 23 h 25 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre. *La CFDT.*
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - En ballon, au-dessus du Kilimandjaro.
 21 h 25 - Journal
 21 h 45 - Les poupées. *Film italien à sketches 1964, de D. Risi en version française. 1. Le coup de téléphone. 2. La soupe. 3. Le traité de génétique. 4. Monseigneur Cupidon.*
 23 h 30 - Fin

Vendredi 2 juin

TF 1

20 h 30 - Journal
 21 h 00 - Au théâtre ce soir.
 La venus de Milo. *Comédie de J. Deval avec D. Volle, Denise Grey, Luce Fabiolle, J. Balutin*
 22 h 50 - Tennis internationaux de France
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club. *Guy Béart*
 20 h 00 - Journal
 20 h 40 - Erika Werner. *Feuilleton en six épisodes d'après le roman de Konsalik avec Leslie Caron, Paul Barge.*
 21 h 40 - Apostrophes. *Emission de B. Pivot. Louis Guilloux, le franc-tireur*

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le nouveau vendredi.
 Mayotte la Française. *Enquête de R. Lafargue*
 21 h 30 - Heureux comme le regard en France. *Emission F. Rossif.*
 22 h 35 - Journal et fin

INFORMATIONS GÉNÉRALES

DU PÉTROLE JUSQU'À QUAND ?

Il n'empêche que les constatations faites sur le gaspillage à grande vitesse des matières premières, sur le danger d'une consommation qui s'accroît avec un taux constant (croissance exponentielle) ne sont pas contestables sur le fond. L'exemple du pétrole est l'un des plus probants et le problème de sa pénurie pourrait se poser bien avant les 50 ans de l'hypothèse «rose» du club de Rome. Telles sont les conclusions d'une étude menée internationalement depuis deux ans par la «Commission d'étude sur les énergies nouvelles» (Workshop on alternative energy strategy) (*). À l'image du Club de Rome, cette commission a réuni un aéropage d'experts internationaux des 15 pays de l'Ouest les plus voraces en énergie, provenant des universités, des trusts du pétrole et des administrateurs. Tout en gardant la même hypothèse que le club de Rome, réactionnaire au sens historique du terme, (la stabilité de la structure économique mondiale), la commission a nettement affiné les méthodes de calcul, en tenant compte d'un grand nombre de données fournies par les 15 pays concernés, et des connaissances les plus récentes sur l'extraction du pétrole comme sur la recherche de nouveaux gisements.

D'autre part ont été introduites dans les calculs différentes hypothèses concernant les pays producteurs organisés dans l'OPEP. Selon la plus «optimiste», les pays de l'OPEP fourniraient une quantité de pétrole limitée

En 70-71, quand fut lancé le premier avertissement sérieux quant à la diminution des ressources naturelles de la Terre par le Club de Rome, les calculs les plus optimistes faits au Massachusetts Institute of Technology prévoient qu'en 50 ans, le pétrole serait épuisé. Les thèses du Club de Rome sont fort critiquables sur certains points, leurs conclusions de l'époque — limiter l'expansion de façon draconienne sans distinguer pays dominés et sous-développés et pays impérialistes pileurs et gaspilleurs, stopper l'évolution démographique en l'an 2000... — le sont certainement aussi, car, elles procèdent d'une vision purement économiste (élargie à l'écologie), ne tenant pas compte des rapports politiques mondiaux.

par la seule capacité de leurs champs pétrolifères. Il faut noter à ce sujet qu'on ne peut pas extraire le pétrole à la cadence que l'on veut : pour pouvoir exploiter le gisement jusqu'à son épuisement réel, il faut extraire en un an une quantité d'hydrocarbures inférieure au quinzième des réserves encore disponibles. Les deux autres hypothèses prévoient une limitation autoritaire par l'OPEP de sa propre production (33 millions de barils par jours, ou 40). Actuellement, l'OPEP fournit 28 millions de barils par jour. Ces trois hypothèses ont été croisées avec plusieurs autres concernant le taux de croissance de l'économie occidentale et le taux d'augmentation des réserves (c'est-à-dire la découverte de nouveaux champs pétrolifères). Il apparaît certain aujourd'hui que la recherche pétrolière ne réserve plus de grosses surprises, comme l'avait été la découverte des champs du Moyen Orient. Ces différentes hypothèses sont simplificatrices. Pour la raison de fond indiquée plus haut et pour quelques autres : les calculs ne tiennent pas compte de l'utili-

sation des schistes bitumeux, ni d'une éventuelle gazéification du charbon, conformément à l'optique de la commission, puisque celle-ci raisonne avant tout en terme de coût. D'autre part, rien ne prouve que l'ensemble des pays producteurs de pétrole suivra la même politique. L'Algérie est par exemple beaucoup plus économe de ses réserves que l'Iran. Il n'empêche que les calculs ainsi obtenus ont une bonne valeur indicatrice, à condition de ne pas être extrapolés trop loin.

Dans l'hypothèse la plus consommatrice (croissance forte, réserves importantes, production non limitée par l'OPEP), la production de l'OPEP atteindrait un maximum de 60 millions de barils en 1995, et décroîtrait rapidement ensuite. Au niveau mondial, la production commencerait à décroître en 1997. Si la production était libre, mais dans le cadre d'une croissance faible et de réserves basses, la cassure se produirait en 1994.

Dans le cas où les pays producteurs limiteraient volontairement leur production à un niveau voisin du niveau actuel, la ruptu-

re entre offre et demande se produirait en 1980, mais ne serait pas suivie d'un effondrement de la production : celle-ci continuerait à croître, puis diminuerait progressivement. Si la production était limitée à 40 millions de barils par jour, le schéma serait le même avec une rupture en 1987 suivie d'une lente diminution.

Dans l'hypothèse la moins consommatrice (taux de croissance faible, limitation de la production), elle se produirait vers 1983, mais la production se maintiendrait à un niveau presque constant pendant 20 années supplémentaires. Quelles que soient les hypothèses, la production de pétrole ne répondra plus à la demande avant l'an 2000. Dans le meilleur des cas, une quantité notable d'hydrocarbures sera encore exploitable, à un coût élevé. Dans le pire, on s'avancerait vite vers la pénurie. Certes, des bouleversements mondiaux, liés à une aggravation de la crise de l'impérialisme et à la force montante du Tiers Monde peuvent modifier le scénario. Sans complètement le remettre en cause, pourtant. Ce qui confirme le caractère criminel de la politique énergétique suivie par les pays capitalistes développés (y compris l'URSS) en matière d'énergie.

Eric BRÉHAT

(*) Voir *La Production mondiale de pétrole*, Andrew R. Flower - *Pour la Science* N° 7

Et l'acier fut trempé

141^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Pavel et Rita doivent se séparer à la clôture du VI^e Congrès de l'organisation de jeunesse. Rita remet à Pavel une lettre et 2 cahiers...

Mon point de vue sur la vie n'a rien de formaliste et on peut, très rarement il est vrai, consentir parfois une dérogation dans les relations personnelles si elle est motivée par un grand sentiment, pur et profond. Tu le mérites, mais j'ai refréné mon premier désir de payer un tribut à notre adolescence. Je sens que nous n'en aurons pas éprouvé une grande joie. Il ne faut pas être si dur avec toi-même, Pavel. Dans notre vie, il n'y a pas que la lutte, mais aussi la joie d'un bon sentiment.

Pour ce qui est du reste de ta vie, c'est-à-dire du contenu fondamental, je n'éprouve aucune inquiétude. Je te serre fortement les mains.

RITA.

Pavel déchira pensivement la lettre, passa la main par la fenêtre et sentit le vent arracher de ses doigts les morceaux de papier.

Au matin, les deux cahiers étaient lus et emballés. Une partie des Ukrainiens quittèrent le train à Kharkov, parmi eux Okounev, Pankratov et Kortchaguine. Le premier devait se rendre à Kiev pour y retrouver Talia, qui s'était arrêtée

chez Anne. Pankratov, élu au Comité central du Komsomol d'Ukraine, avait des affaires à régler. Kortchaguine décida de les accompagner jusqu'à Kiev et de rendre visite en même temps à Jarki et à Anne. Il s'attarda au bureau de poste de la gare d'où il expédia les cahiers de Rita et, quand il en sortit, ses amis avaient disparu. Un tramway l'amena à la maison où vivaient Anne et Doubava. Il monta au deuxième étage et trappa à la porte de gauche, celle d'Anne. Pas de réponse. Il était très tôt et Anne ne pouvait pas être déjà partie au travail. «Elle dort, sans doute», pensa Pavel. La porte voisine s'ouvrit et Doubava, à moitié endormi, la peau terne, les yeux cernés, s'avança sur le palier. Il sentait l'oignon et aussi le vin, comme s'en aperçut aussitôt Kortchaguine, qui, par l'entrebâillement de la porte, vit une femme grassouillette ou, plus exactement, une jambe grasse et des épaules.

Remarquant son regard, Doubava referma la porte d'un coup de pied.

— Tu viens voir la camarade Borhart ? demanda-t-il d'une voix éraillée, en regardant de côté. Elle n'est plus là. Tu ne le savais pas ?

Kortchaguine, sombre, l'examinait d'un œil scrutateur.

— Je ne le savais pas. Où a-t-elle déménagé ? demanda-t-il.

Subitement, Doubava s'énerma.

— Ça ne m'intéresse pas.

Il rola et ajouta, avec une haine contenue :

— Tu es venu pour la consoler ? Vas-y, c'est le moment. La place est libre, tu peux foncez. D'autant plus que tu as toutes les chances. Elle m'a dit plus d'une fois que tu lui plaisais... à moins qu'elle ait employé un autre mot de femme. Saute sur l'occasion et vous réaliserez l'union de l'âme et du corps.

Pavel sentit ses joues s'enflammer. Faisant effort sur lui-même, il dit à voix basse :

— Où en es-tu arrivé, Mitiaï ? Je ne m'attendais pas à ce que tu deviennes une telle canaille. Tu as quand même été un gars pas mal. Pourquoi descends-tu ainsi au niveau de la brute ?

Doubava s'appuya contre le mur. Il avait probablement froid, pieds nus sur le sol en ciment, et il se recroquevillait. La porte s'ouvrit et une femme ensommeillée, au visage joufflu, passa la tête.

— Tu viens, mon poulet ? Qu'est-ce que tu fais ici ?

Ne la laissant pas terminer, Doubava claqua la porte et la cala de son corps.

— Bon début... dit Pavel. Qui laisses-tu entrer chez toi et où ça te mènera ?

Doubava en avait probablement assez de discuter. Il cria :

— Vous me direz peut-être encore avec qui je dois coucher ? Y en a marre de me faire la morale ! Tu peux foutre le camp là d'où t'es venu ! Va raconter à tout le monde que Doubava se saoule et couche avec une traînée.

Pavel s'approcha de lui et dit, très ému :

— Mitiaï, fais sortir cette fille. Je veux discuter avec toi une dernière fois...

(à suivre)

Mai-Juin 68, c'était hier

● Au terme des quelques articles où nous avons évoqué différents aspects du mouvement de mai-juin 68, le moment est venu de rassembler les éléments saillants qui lui ont donné sa physionomie et sa portée. Car, dix ans après, nous interrogeons bien sûr Mai 68 sur l'avenir dont il est porteur, notre passé récent et notre présent.

De dixième anniversaire a suscité une multiplicité d'interprétations et de commentaires: tantôt ils réduisent le mouvement à une fièvre de croissance, la France supportant mal l'accélération de sa mutation industrielle et «se défilant» brusque-

ment, fièvre éphémère, davantage révélatrice de malaises, de distorsions momentanées à résoudre, que de grands bouleversements à venir. Tantôt on lui accorde bien une signification révolutionnaire, mais comme préfiguration d'une révolution où la classe ouvrière n'aurait pas de rôle dirigeant à exercer ni de pouvoir à instaurer.

Sans prétendre dresser un bilan de ce mouvement extrêmement riche, peut-être faut-il, à la lumière des développements ultérieurs, marquer — avec ses limites — le nouveau qui a surgi alors.

QUELQUES CONCLUSIONS...

Le mouvement a d'abord tout simplement rappelé, face à tout ceux qui le contestaient, l'existence même de la classe ouvrière au sein d'une société dite industrielle qui fait partie du petit nombre des pays développés.

Son existence, c'est-à-dire à la fois le poids qu'elle continue à représenter dans le pays, malgré les transformations rapides des composantes sociales (exode rural, gonflement du secteur tertiaire), et la place qu'elle continue à occuper : pôle opposé du pôle capitaliste, cette contradiction continuant à constituer le fondement même de cette société.

de vie, et sa mentalité devaient donc suivre le même chemin.

La contestation de la société ne pouvait venir que d'ailleurs : de couches relativement marginales et mal insérées, tels les étudiants. Mais voilà qu'en France précisément, contrairement aux autres pays européens à la même époque, la contestation étudiante est relayée par la plus vaste grève qu'on ait jamais connue.

Et dans cette grève la classe ouvrière retrouve en quelque sorte son identité, manifeste sa réalité : vient au grand jour l'exploitation sous toutes ses formes : les nouveaux bagnes pour O.S., les petites boîtes de pro-

classe ouvrière a montré qu'il ne s'agissait, pas pour elle, uniquement de revendiquer sa part d'une expansion économique dont elle était le principal facteur sans en avoir reçu les fruits. C'est ce que le PCF et la direction de la CGT s'efforcent toujours d'asséner : il y avait un gros arriéré des patrons, les ouvriers ont demandé leur dû.

Mais pourquoi alors, si ce mouvement était essentiellement revendicatif, s'est-il déclenché à la suite du mouvement étudiant. Manifestement un certain nombre des thèmes que le mouvement étudiant symbolisait par ses actions et que les mass média répercutaient en images, en mots d'ordre ont joué un rôle déterminant pour débloquer l'initiative ouvrière : le fait d'oser s'opposer de front à l'autorité en place, en court-circuitant les organes institués de délégation ; le fait de légitimer et de pratiquer la violence pour s'opposer à la violence organisée de la bourgeoisie ; l'appropriation de l'espace comme revenant de droit, collectivement, à ceux qui y travaillent. Et sans doute aussi l'image d'une démocratie où doivent s'exprimer tous ceux qui veulent lutter, d'une démocratie pour la lutte.

Bien sûr il s'agissait de thèmes qui, dans le mouvement étudiant pouvaient rester dans le cadre d'une contestation limitée mais qui, si des travailleurs se l'approprient, vont se charger d'un contenu de classe beaucoup plus net. De fait, ils servent de déclic à une première rupture, surtout idéologique, avec le révisionnisme pesant de tout le poids du PCF et de l'appareil CGT.

Ce n'est pas un hasard si le PCF avant mai et dès le début, flairant le danger, s'est acharné avec une telle constance contre une agitation étudiante qui pouvait paraître marginale, peut être folklorique et pour l'essentiel extérieure à la classe ouvrière. Ce qu'il rabâche, c'est bien cela : il ne faut pas refuser de céder devant la police ; l'appareil (d'Etat) universitaire n'est pas à détruire, mais à conserver et à réformer ; les revendications ne doivent s'exprimer qu'à travers des représentants reconnus, habilités à négocier avec les autorités intéressées etc...

Or c'est effectivement dans la pratique des luttes, dans les méthodes pour les diriger que se produiront des ruptures significatives avec le révisionnisme, notamment avec la direction CGT : Séguin condamnera sans appel à la radio la séquestration du Duvochel à Sud Aviation Nantes ;

Paganelli, à Sochaux, vitupérera la pratique du forum, assemblée générale où tous les ouvriers peuvent s'exprimer et débattre. Les exemples sont innombrables, multiformes dans le mouvement. Mais ils montrent, tous, qu'une cassure s'effectue entre la gestion révisionniste des luttes, subordonnée aux objectifs propres du PCF, en tant que Parti bourgeois et une logique de classe, cherchant à développer la participation et l'initiative les plus larges, à forger l'unité sur des bases nettes de lutte et d'affrontement.

Certes, c'est dans bon nombre de cas, la logique révisionniste qui aura le dessus, en fin de compte, mais non sans mal, non sans avoir dû souvent jouer un rôle ouvertement répressif contre les travailleurs. Et c'est cela qui compte, cette brèche qui s'est ouverte, à une large échelle, jusqu'en mai 68, le révisionnisme pouvait en effet prétendre monopoliser la représentation de la classe ouvrière et exercer sur elle, un contrôle presque sans faille.

Renault-Billancourt a valeur de symbole de ce point de vue : PCF et CGT ont réussi à imposer le verrouillage de l'usine, sa fermeture sur l'extérieur, la stérilisation du débat et la démobilisation à l'intérieur. Mais c'est à Billancourt que Séguin se fera huer par des milliers d'ouvriers.

L'HORIZON DU SOCIALISME

Par son ampleur, par l'apparition d'une contestation de la prédominance du révisionnisme au sein de la classe ouvrière, le mouvement de mai a remis en cause la vision qui prévalait alors de la société et de son organisation.

Et d'abord la place de la classe ouvrière, par rapport à d'autres composantes de la société. Parce qu'elle a montré le poids dont elle pouvait peser, elle a pu commencer à briser les cloisonnements, à tisser des liens avec d'autres couches. L'entrée en grève de très nombreux employés leur a permis, par exemple, de faire tomber un certain nombre d'obstacles et de saisir davantage tout ce qui les rapproche de la classe ouvrière et de ses luttes. De même, quoique relativement limités, les contacts directs qui se sont noués entre l'usine et la campagne ont esquissé la nécessité d'une unité entre ouvriers et petits paysans. Même si le rôle dirigeant de la classe ouvrière et encore moins l'objectif stratégique de ces alliances ne pouvaient alors se préciser, ces phénomènes nou-



veaux ont ouvert la possibilité de rompre avec des particularismes, des corporatismes et d'envisager un terrain commun de lutte, et au delà une même cible.

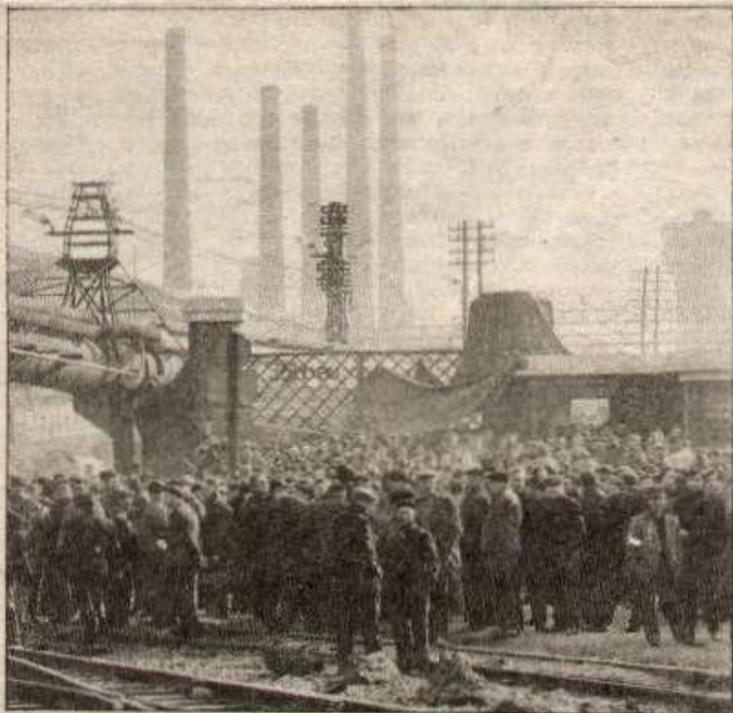
Alors même que la question centrale du pouvoir ne pouvait être posée pratiquement, le mouvement a mis à jour une attitude nouvelle vis-à-vis de l'organisation de la société, étroitement liée aujourd'hui à la réalité de l'Etat. La contestation a atteint ainsi de nombreux secteurs, considérés plutôt comme neutres auparavant, mettant en cause leur caractère de classe, leur rôle répressif, leur logique de profit. Même si cette contestation n'a pas toujours été développée par la classe ouvrière elle-même, mais souvent par les milieux concernés, il est assez clair qu'elle a trouvé sa force et sa justification dans la puissance du mouvement gréviste. L'Université, l'école, la justice, la presse et les médias, l'organisation de la santé, cinéma et littérature aussi, tous ces secteurs ont été ébranlés. Partout, de façon plus ou moins conséquente, en même temps qu'était menée la critique de leur contenu bourgeois, on s'est efforcé de définir, en positif, ce qu'ils devraient être.

En ce sens, les idées du socialisme, recouvertes depuis des années par le révisionnisme, ont affleuré en mai-juin 68, avec une vigueur renouvelée. Même si le contenu politique du socialisme restait en général extrêmement flou, de profondes aspirations ont émergé : à la participation de tous aux grandes décisions qui concernent la collectivité, à la fin de la séparation entre travail intellectuel et travail manuel.

Les limites du mouvement s'aperçoivent mieux peut être : si le révisionnisme, au plan surtout idéologique, a pu commencer à être entamé, à une échelle de masse, par toute une série de pratiques, d'attitudes et d'idées qui se sont affirmées, il a conservé, au sein de la classe ouvrière, l'essentiel de son emprise politique et organisationnelle. Politiquement, même quand elle rompt significativement avec le révisionnisme, la classe ouvrière n'était pas en état d'opposer son propre projet autonome, et encore moins donc, de disposer des moyens pour le mettre en œuvre.

La révolution, sans doute, n'était pas possible, en mai-juin 68. Mais cette explosion a montré le temps d'un éclair que la révolution était possible et par ses secousses élargi les failles de cette vieille société.

Fin



LE POIDS DE LA CLASSE OUVRIERE

Cette irruption brusque, irréfutable, de la réalité des classes et de leur lutte a bien une portée historique. Depuis la Libération, en effet, le cours même de la lutte de classes, malgré des sursauts, malgré la persistance de conflits, semblait, par son atténuation autoriser tous ceux qui en prédisaient et en théorisaient la disparition. On sait que, dans les années 60, s'étaient multipliées les thèses, d'influence américaine, selon lesquelles la classe ouvrière en tant que telle représentait, dans une société comme la nôtre, une sorte de survivance du XIX^e siècle, et qu'elle était en train de disparaître en s'intégrant progressivement, grâce aux progrès de la technologie, à la masse des autres salariés, techniciens et employés. Son mode

de vie, et sa mentalité devaient donc suivre le même chemin. La contestation de la société ne pouvait venir que d'ailleurs : de couches relativement marginales et mal insérées, tels les étudiants. Mais voilà qu'en France précisément, contrairement aux autres pays européens à la même époque, la contestation étudiante est relayée par la plus vaste grève qu'on ait jamais connue. Et dans cette grève la classe ouvrière retrouve en quelque sorte son identité, manifeste sa réalité : vient au grand jour l'exploitation sous toutes ses formes : les nouveaux bagnes pour O.S., les petites boîtes de pro-

LE RÉVISIONNISME BATTU EN BRECHE

Or la logique même du déclenchement du mouvement dans la